



Les temps des changements.

Ruptures et continuité dans le bassin du lac Tchad

XVIIIème Colloque Méga-Tchad

Les 29/30/31 janvier 2020

Hôtel La Tchadienne, N'Djamena (Tchad)

Cahier des résumés



Organisateurs du colloque :

Christine Raimond, Directrice de recherche au CNRS-Prodig (France)

Dangbet Zakinet, Directeur de la Recherche, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation / Université de N'Djamena (Tchad)

Comité d'organisation :

Président : Dr Zakinet Dangbet, directeur de la Recherche et de l'innovation

Vice-président : Dr Dionko Maounde, Directeur de l'Enseignement supérieur

Premier Rapporteur : Dr Yambaidje Madjindaye, Secrétaire Général de l'Université de N'Djamena

Second Rapporteur : Dr Robert Madjigoto, Enseignant-chercheur à l'Université de N'Djamena

Trésorier : M. Zakaria Brahim Bachir, Service Administratif et Financier (MESRI)

Membres :

- M. Daboulaye Djimoudjebaye, Secrétaire Général du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
- Dr Frédéric Réounodji, Directeur Général Adjoint de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
- M. Obendje Dieudonné, Conseiller Juridique du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
- Prof. Djarangar Djita Issa, Directeur de l'Ecole Doctorale « Lettres, Sciences Humaines et Sociales »
- Dr Clarisse Nekoulng Djetounako, Directrice Générale Adjointe du Centre National de Recherche pour le Développement
- Dr Amane Tatouloum, Secrétaire Scientifique de l'OFT
- M. Edouart Takadji, Chargé de Communication et des Relations Publiques du Ministre

Lieu :

Hôtel La Tchadienne, N'Djamena

Photographie :

©Christine Raimond : nasse malienne utilisée dans le lac Fitri (Tchad) en février 2016.

Les nasses maliennes ont un rendement de pêche beaucoup plus élevé que les palangres traditionnelles ou même les filets introduits au Fitri depuis le début des années 2000. Elles sont arrivées avec les pêcheurs du lac Tchad fuyant l'insécurité liée à Boko Haram depuis 2014. La pression anthropique sur la ressource halieutique du lac Fitri est devenue telle qu'un arrêté ministériel interdit l'utilisation de ces nasses et des filets depuis le 21 novembre 2019.

Introduction au colloque Méga-Tchad – Les temps des changements. Ruptures et continuité dans le bassin du lac Tchad.

Christine Raimond

Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, Monsieur l'Ambassadeur de France, Mmes et Mrs les invités, chers collègues,

C'est un grand honneur pour nous d'être accueillis à N'Djamena pour ce XVIII^e colloque du réseau de recherche international Méga-Tchad. Notre réseau a été créé en 1984 par un petit nombre de chercheurs européens, de différentes disciplines de sciences humaines, travaillant l'histoire et l'évolution des sociétés dans le bassin du lac Tchad. Grâce à une structure très souple, le réseau s'est progressivement étoffé au rythme des thématiques de colloque et des renouvellements disciplinaires, mais aussi de l'ouverture progressive d'universités dans la région. Il regroupe aujourd'hui près de 500 chercheurs répartis dans une vingtaine de pays qui interagissent au travers du site internet, d'une liste de discussion et, tous les 3 ou 4 ans, à l'occasion des colloques qui constituent les temps forts du réseau. Tous les colloques ont été publiés, ce qui représente une somme importante de capitalisation de connaissances dans des domaines très variés des sciences humaines.

Pour la première fois, le réseau Méga-Tchad organise un colloque à N'Djamena, après Maiduguri et Maroua. Nous remercions les organisateurs, et M. le Ministre pour leur accueil et le travail qu'occasionne un tel évènement. Merci également à toutes les institutions françaises qui ont contribué au financement du colloque et plus particulièrement à l'AFD qui a permis de rassembler un grand nombre de chercheurs de la région. Ils viennent d'Europe (France, Royaume Uni, Pays Bas, Allemagne), mais surtout du Tchad bien sûr, du Cameroun qui constitue la plus forte délégation, du Niger, de République centrafricaine. Nous avons reçu plus de 180 résumés, 60 ont été sélectionnés et invités à participer. Certains n'ont pas pu faire le déplacement et s'excusent de ne pas nous rejoindre pour ces trois jours. Nous essaierons s'il est possible de les inclure dans le projet de publication à venir.

La sélection des communications présentées pendant ces trois jours a reposé sur le travail d'un comité de scientifique, pluridisciplinaire et international, que nous remercions également. Les critères de sélection sont les mêmes que ceux appliqués habituellement : la qualité scientifique, l'adéquation au thème et à la région, l'apport de données empiriques nouvelles et une diversité de localisation géographiques, des confins du Sahara à la République centrafricaine. Les colloques en Europe accueillent habituellement moins de collègues africains pour des raisons notamment budgétaires. Le financement et la localisation de ce colloque dans la région du lac Tchad a permis d'élargir les invitations pour favoriser les échanges régionaux. Nous remercions tous les collègues pour les déplacements que cela leur a occasionné.

Cette dix-huitième édition du colloque du réseau Méga-Tchad est placée sous le signe des changements qui bouleversent tous les domaines de l'existence des humains, mais aussi de leur environnement. Et pourtant, il faut prendre en compte la complexité : tous, les femmes et les hommes ; toutes les sociétés ; de même « tout » l'environnement ne change pas de la même manière ni à la même vitesse. Il faut être attentifs à ce qui peut apparaître, vu de loin, comme des détails, mais qui sont essentiels à la compréhension, et aussi à l'action. C'est ce que nous allons essayer de faire rigoureusement pendant ces quelques jours.

Changements environnementaux et insécurité

Tout d'abord, il n'échappe à personne que, parmi les changements majeurs des dernières décennies, deux sont massifs et concomitants : ceux de l'environnement et ceux des conditions de la sécurité. Les relations de causalité entre les deux doivent être considérées avec prudence. C'est l'objet de la première session du colloque, grâce à huit communications.

« Déforestation », « érosion », « perte de la biodiversité », « désertification » ... : les changements environnementaux en Afrique ont longtemps été considérés exclusivement en terme de dynamique régressive. Mais si la péjoration du climat, conjuguée aux conflits d'accès aux ressources conduit souvent à une « dégradation » des conditions de vie, il existe aussi des actions positives des sociétés qui adaptent leurs pratiques, façonnent leurs paysages et mettent parfois au point des nouveaux modes de coopération qui permettent aussi de faire subsister une population en pleine croissance.

Nous aborderons la thématique de l'eau, qui revient notamment dans les lacs et les zones humides mais de manière variable, et qui fait l'objet de nouveaux modes de régulation, mais qui pose aussi de nouveaux problèmes sanitaires.

Quatre autres communications portent sur les ressources de la flore et du couvert forestier. Elles sont sous pression bien entendu, du fait de la pression anthropique, mais elles sont soumises aussi depuis longtemps à des aménagements anthropiques qui se maintiennent aussi.

Ces thèmes ne sont pas nouveaux, mais les situations le sont et elles demeurent des objets de recherche pertinents.

Changements sociaux

Il n'y a pas que l'environnement qui change, les sociétés aussi, et pas seulement pour s'adapter aux nouvelles conditions du climat et de la biodiversité. Les incertitudes sur les conditions de sécurité sont aussi parmi les moteurs de la transformation sociale, mais elles ne sont pas les seules. D'autres moteurs existent : les ressources alimentaires, l'urbanisation, la croissance démographique elle-même, sans oublier la rareté des opportunités économiques, notamment pour les jeunes générations.

D'autres périodes anciennes ont connu des changements sociaux majeurs : quels enseignements peut-on en tirer pour mieux comprendre la situation actuelle ?

Les communications retenues abordent des cultures contrastées à l'échelle régionale, de la République centrafricaine au Sahara et mettent en perspective les changements sociaux en termes d'identités et de pouvoir actuels par rapport à ceux qui se sont opérés dans le passé, notamment grâce aux apports de l'archéologie et de l'anthropologie. Six communications abordent la question des religions, en particulier l'expansion de l'islam et de ses formes radicales.

Changements des systèmes de production

L'agriculture, l'élevage et la pêche sont des activités importantes pour les sociétés du bassin du lac Tchad et les innovations passées ont été abondamment étudiées. Il est toujours utile d'y revenir : est-ce qu'on peut repérer quelles sont les périodes charnières et les grandes étapes d'évolution des techniques et des modèles agricoles ? Quelles sont les étapes de la diversification des activités qui a fait évoluer les systèmes de production en mobilisant la main d'œuvre vers d'autres fonctions (transport, commercialisation, construction, etc.) et d'autres usages (extraction minière notamment) ? Comment les sociétés rurales se sont-elles adaptées et ont-elles recomposé leurs pratiques, leurs moyens de production (dont le cheptel) et leurs territoires (dont leurs liens à la ville) ?

Cette thématique a attiré de nombreuses propositions de communication parmi lesquelles le comité scientifique a choisi de privilégier les recherches empiriques : celles qui apportent de nouvelles informations sur des activités anciennes, comme le pastoralisme, ou plus récentes comme les activités extractives (2 présentations).

La place du pastoralisme dans le contexte de montée des insécurités au Sahel occupera les discussions de la matinée avec 7 présentations portant sur les cinq pays.

Les questions agricoles seront traitées au travers de trois présentations sur les questions foncières et les adoptions des innovations qui occupent les projets de développement depuis plusieurs décennies.

La dernière présentation fait un point sur les défis de la sécurité alimentaire en zone directement touchée par la crise sécuritaire au Niger et pose la question la transition d'un régime d'aide à une dynamique de développement.

Changements politiques et territoriaux

L'histoire des populations dans le bassin du Lac Tchad a largement été liée, depuis longtemps, aux conditions climatiques auxquelles elles ont su s'adapter. Elle est aussi façonnée par les organisations politiques qui sont, elles aussi, très diversifiées. L'histoire politique particulière de la région et les relations multiples avec les villes montrent que les hiérarchies urbaines se modifient, les territoires se recomposent. Les pouvoirs aussi.

Le champ des analyses s'ouvre ici aux politistes en plus des historiens, géographes, sociologues, anthropologues. Les propositions ont été nombreuses dans de nombreux domaines. Face à l'actualité de la région, qui pose la question de la gouvernance, le comité scientifique a choisi de consacrer une partie importante du colloque aux débats portant sur ce sujet. Les 19 présentations regroupées dans ce thème sont réparties en cinq grandes problématiques : les frontières et la coopération transfrontalière ; les processus de décentralisation ; les insécurités et les politiques sécuritaires ; le développement urbain ; et les trajectoires de développement en contexte d'insécurités.

Elles témoignent de l'intérêt des chercheurs pour ces thématiques et de leur mobilisation pour contribuer à comprendre les fondements de la crise régionale.

Tous les invités sont bien évidemment les bienvenus pour participer aux sessions et aux discussions. C'est un plaisir et un honneur pour nous, chercheurs de la région et d'Europe, de recevoir à N'Djamena (le berceau du réseau Méga-Tchad) un si grand panel d'intervenants dans la région qui s'intéressent aux résultats de la recherche fondamentale et qui portent de nouvelles questions pour les chercheurs. Espérons que ce colloque soit aussi l'occasion de partager nos préoccupations de financement de la recherche et de renforcement des capacités d'encadrement et de formation dans l'enseignement supérieur alors que des fonds plus importants sont dégagés dans le domaine du développement pour produire des connaissances et des études à la base des interventions.

Nous proposons d'échanger sur ce thème dans le cadre de l'AG Méga-Tchad qui aura lieu ici à 16h. Tous les conférenciers du colloque sont invités à y participer.

Je vous remercie pour votre attention et vous souhaite à tous un très bon colloque.

Session 1 - Changements environnementaux et insécurités

Le 29 janvier 2020 (salle 1)

Les changements paysagers sont souvent vus en Afrique subsaharienne dans leur dynamique régressive : déforestation, dégradation des sols, érosion de la biodiversité, désertification. Ils sont aussi rattachés à l'action anthropique dégradante et à la péjoration du climat ou aux questions de pressions et de conflits d'accès pour des ressources raréfiées. Les actions positives des sociétés dans la construction des paysages (parcs arborés, agroforesterie), ou les dynamiques régénératives liées au climat (retour de l'eau dans les lacs et zones inondables), les formes de coopération et d'appropriation en commun sont moins prises en compte, alors qu'elles existent et permettent aux écosystèmes de supporter une population plus nombreuse. Comment les paysages ont-ils évolué dans le passé et quelles sont les dynamiques actuelles ? Les modèles de prévision climatique permettent-ils d'anticiper les grandes tendances et ses impacts différenciés sur les écosystèmes du bassin du lac Tchad ?

Huit communications ont été retenues sur ce thème. Quatre traitent de la thématique de l'eau, des questions liées à la préservation de la ressource et à la prise en compte de sa variabilité selon différentes temporalités jusqu'aux questions liées à la santé. Les quatre autres communications portent sur les dynamiques environnementales en cours dans le bassin du lac Tchad, liées à une forte augmentation de la pression anthropique et une répartition de la population profondément remaniée par les insécurités.

L'eau : des enjeux de préservation de la ressource à la santé

Recomposition des territoires et réorganisation d'un système socio-écologique dans une aire sèche du bassin du lac Tchad sous le prisme de l'eau, entre rareté et abondance : le cas de la plaine autour du lac de Maga.

Chouto Sten*, Mark Moritz, Bernard Gonné, Félix Watang Zieba, Sylvain Aoudou, Elisabeth Fita Dassou

* géographe, chercheur, Institut National de Cartographie, Yaoundé (Cameroun)

Depuis les tendances climatiques sèches des années 70, plusieurs programmes de développement ont imposé des aménagements hydroagricoles dans le but d'assurer la sécurité alimentaire dans les plaines du bassin du lac Tchad. La plaine d'inondation du Logone, longtemps reconnue comme un « hot spot » pour la biodiversité dans le Sahel du fait des eaux issues des débordements de son fleuve est désormais le théâtre de nouvelles pratiques de recomposition et de création des territoires au gré de différentes fluctuations hydrologiques. Dans la plaine formée autour de la retenue d'eau du lac de Maga, les sociétés relocalisées mettent en valeur ces territoires et développent des modes de vie indissociables de la proximité de l'eau. L'objectif de cette communication sera d'interroger et de retracer les trajectoires d'anthropisation de la plaine autour du lac de Maga dans une aire rurale du domaine soudano-sahélien sous le prisme de la variabilité hydrologique comme élément marquant des ruptures dans le bassin du lac Tchad. En mettant en exergue la temporalité et une approche multi-scalaire, alliant des investigations de terrain, aux traitements d'images satellites, nous analysons les changements observés dans la plaine autour du lac de Maga de même que l'émergence de nouvelles pratiques agro-pastorales. Toutes choses qui contribuent à mettre en évidence la place de l'eau comme moteur des aménagements dans l'évolution des territoires en Afrique subsaharienne.

Mots-clés : système socio-écologique, système hydroagricole, dynamique spatiale, recomposition des territoires, gestion de l'espace, Lac de Maga, Extrême-Nord Cameroun

Changes in the Course of the River Komadugu Yobe during the 20th Century at the Border between Niger and Nigeria.

Jenny Martinsson, Guillaume Favreau*

* hydrogéologue, chercheur, Institut de Recherche pour le Développement, Niamey (Niger)

The river Komadugu Yobe in the Lake Chad basin is a seasonal river, about 370 km long and with an average highest flow of 34 m³/s during the time period of 1957 to 1976. The river is dynamic with plenty of meanders and oxbow lakes along its sides. Komadugu Yobe's thalweg (the line defining the lowest points in a riverbed) is the natural border between Niger and Nigeria and may change position with the river. The objective of this study is to explore if and how the course of the Komadugu Yobe has changed during the 20th century and the impact this has on local inhabitants. Another objective is to look at similar examples in the world where the problem with a pending border exists and how this problem is dealt with. The study only concerns that part of the river constituting the border. Maps and images on different scales and resolutions from the 20th century were compared in a GIS-program to identify possible changes. Subsequently, field observations were conducted in villages along the river together with officials representing local Niger government to permit verification of the observed changes and as a mean to understand the impacts. The results show various changes along the river: a meander that has been cut off, change in the course and erosion. It is confirmed that the river has changed its course at numerous times during the 20th century and continues to do so. The most palpable influence of this change, as concerns local populations, is erosion of the riverbanks, which destroys and threatens houses and fields.

Key words: river, Komadugu Yobe, GIS, semiarid region, international boundary, thalweg, meander, Lake Chad basin

Les retenues d'eau collinaires dans les monts Mandara, des ouvrages en dynamique progressive aux enjeux variables et variés.

Annavaï Nathalie*

*géographe, doctorante, ENS - Université de Maroua (Cameroun)

L'analyse de l'évolution des zones humides, la perception qu'a la population des monts Mandara de ces zones humides et les enjeux de ces retenues d'eau est l'objectif de ce travail. Les monts Mandara, contrairement à la tendance générale dans le monde qui est celle de l'assèchement des zones humides ont en leur sein des plans d'eau superficiels permanents naturels et ceux mis sur pied par la construction de 14 barrages dans le secteur drainé par le bassin versant du lac Tchad. La méthodologie a consisté dans la recherche des données secondaires par l'entremise de la documentation ainsi que la collecte des données primaires par le biais des observations de terrain, d'enquêtes par questionnaires, des entretiens semi-directifs et de focus groupes sans oublier les SIG. A l'issue de ces recherches, il apparaît que, les retenues d'eau collinaires sont des zones humides permettant la mobilisation des eaux de surface perdues par ruissellement. De moins de 5 hectares avant 1975 d'eau de surface permanente naturelle au sud de Tourou et à Ziver montagne, entre 1975 et 1980 avec la construction de barrages elles occupent une superficie de 91,62 hectares localisés à Ouro Tada, Mokolo-Douvar, Djinglia, Kotama, et Mbokou. De 1981 à 1990 on observe une augmentation de 13,38 hectares dans les sites d'Oumbéda, Mada, Adatz, Moskota, Mazam, Midré, Tourou, et Ouazzang. En 2018 dans les zones de montagne de l'arrondissement de Koza que 5 sites de plus, et une superficie globale de 2 hectares se sont ajoutés. Soit un total d'environ 110 hectares de zone humides pour un volume d'environ 6554000 m³ d'eau pour une progression de 2,50 ha/an de 1975 à 2018. Ces zones humides offrent et pourraient offrir de nombreux bienfaits et services qui dépendent de la zone d'implantation, des populations bénéficiaires et des actions mises en place pour faciliter leur exploitation à bon escient. La disponibilité de cette eau à travers ces zones humides naturelles et construites par l'homme crée de nombreux enjeux et change le paysage. La perception de ces zones par la population se manifeste par les usages qu'elle en fait à travers l'approvisionnement en eau, les tâches ménagères, abreuvoir pour le bétail, l'irrigation des cultures maraîchères, la pêche, l'apiculture, l'arboriculture, et les loisirs. Même si les eaux sont en proie à de nombreuses contraintes, les populations imaginent leurs vies plus compliquées sans ces retenues qui sont des zones d'attrait et de maintien de la population.

Mots-clés : retenues d'eau, zones humides, enjeux, monts Mandara, Cameroun.

Migrations, gestion de l'eau et maladies hydriques dans la région du lac Tchad.

Mbahondoum Jacob*

*Université de Yaoundé (Cameroun)

Cette communication part d'un constat sur les déplacements massifs des populations causés par les incursions transfrontalières de Boko Haram mettant à rude épreuve les ressources déjà bien faibles des communautés d'accueil qui, dans certaines localités, sont aussi vulnérables que les déplacés. Cette crise a généré de multiples effets négatifs sur les populations, les moyens d'existence et l'économie dans la région. Dans ces désastres, les populations sont en première ligne touchées et l'accès à l'eau reste une préoccupation majeure. Les maladies hydriques font partie des premières causes de mortalité et tirent souvent profit de mode de gestion, transmission mais aussi des conditions d'hygiène et d'assainissement des populations concernées. Face à cette situation critique, l'interrogation sociologique suivante mérite d'être investiguée : comment les migrants parviennent-ils à s'organiser pour garantir leur santé dans une région où il existe aussi des maladies liées à des vers parasites qui pénètrent au travers de la peau lors de baignades dans des eaux douces, ainsi que des maladies transmises par des moustiques utilisant les eaux stagnantes ? L'hypothèse posée est que les migrants se laissent entre les mains de la nature face aux maladies hydriques dans le lac Tchad. L'objectif consiste à faire une analyse approfondie des risques des maladies hydriques que courent les migrants dans la zone du lac Tchad en mettant en exergue la politique sanitaire développée par le gouvernement tchadien face à ce fléau. La théorie de la transaction sociale et la sociologie dynamique seront mobilisées pour analyser ce phénomène. Les résultats de l'étude aideront certainement les décideurs à renforcer la capacité des migrants face aux maladies hydriques. Sur le plan épistémologique, le résultat pourrait contribuer à l'évolution des pratiques de collaboration scientifique entre les sciences sociales et la santé publique.

Mots-clés : Migrations, gestion de l'eau, maladies hydriques.

Déforestation et gestion de l'environnement

La région de Maroua. Chronique d'une déforestation annoncée.

Christian Seignobos*

*géographe, chercheur émérite, Institut de Recherche pour le Développement, Arles (France)

On pourrait suivre la déforestation de la région de Maroua dans un rayon de 25 à 30 km de la ville à partir de photos aériennes et d'une succession d'images spots toutes réalisées durant la saison sèche. Elles permettraient de déterminer les avancées régulières des mises en culture des vertisols dédiés aux sorghos repiqués, les *muskuwaari*. Parallèlement elles enregistrent les résiliences végétales, en particulier les parcs de *Faidherbia* visibles sur ces images dans leurs localisations privilégiées sur les rives alluvionnaires des cours d'eau et le long des piémonts de certains reliefs. Pour le reste, la disparition progressive des ligneux est plus aléatoire, sauf événement brutal comme l'abattage des boisements administratifs de 1991 lors des événements des « villes mortes ».

Nous avons préféré engager une chronique des déboisements depuis la décennie pré-indépendance, moins à travers l'évolution démographique que de celle socio-économique dans ses rapports populations / végétations arborées. Comment les différentes communautés ont-elles réagi lors de leur déprise d'avec leurs héritages arborés respectifs. Nous donnons, d'une part, des jalons de disparition de catégories d'arbres et, d'autre part, nous tentons de lister des événements et des mouvements socio-économiques de fonds susceptibles d'avoir un impact sur les ligneux.

On assiste à l'abandon progressif, chez les populations non musulmanes, des disciplines agro-forestières indexées sur des interdits, les enfreindre conduisant à la mort, la folie, la perte de fécondité. La classe des vieux adultes, qui s'arrogeait la gestion des ligneux, disparaît dans les décennies 1950-1960. Dans un environnement de plus en plus ouvert, la multiplication des marchés, des vergers, des maraîchages irrigués avec le développement en 1970 des moto-pompes japonaises... les arbres traditionnels à fruits, à brèdes perdent de leur intérêt. La seule qualité reconnue à l'arbre est celle de combustible.

La disparition des ligneux commence avec celle des dernières zones forestières composées de forêts claires à *Anogeissus* dès avant 1960. Les brousses livrant de moins en moins de bois mort, il convient dès lors de passer à la taille, à la coupe y compris des arbres sur les champs. On peut mentionner des étapes de la déforestation à partir d'indicateurs, sortes de seuils, où des ligneux jugés impropres à donner du bois de feu sont abattus. En 1989-1991 il s'agit de la catégorie d'arbres restés encore en place sur les collines vulcano-sédimentaires dénudées de la région : *Boswellia dalzielii*, *Sterculia setigera*, *Strychnos sp.*, *Commiphora africana*. Ils sont débités et mis à sécher en raison de leurs sèves/latex, tout comme les euphorbes. En 2010, nouveau seuil. Il s'agit de végétaux dont on ne pouvait imaginer, deux décennies plus tôt, en faire du bois pour les foyers : *Ipomoea fistulosa* et *Calotropis procera*, qui signent ici un processus de désertification.

Dans les causes de déboisement listées, certaines sont dénoncées avec véhémence, d'autres sont occultées voire absoutes. Par exemple, on ne saurait trop incriminer les sorghos repiqués car, depuis 1980, ils fournissent plus de 50% de la production de céréales. Alors que

partout leurs conséquences sont délétères sur les ligneux, éliminés même sur les marges des karal au motif qu'ils servent de réservoirs pour les quelea-quelea.

En revanche il est entendu depuis les années 1950, pour l'administration, les élites, les religieux, puis les ONG, et de façon récurrente, que la bière de mil est un fléau dominant dans le déboisement.

Parmi les dates marquantes, la sécheresse de 1983, par exemple, est retenue plus que celle de 1973 où s'amorce pourtant pour les isohyètes, une perte de 100 mm. Il s'agit de la descente spectaculaire des éleveurs du nord qui s'attaquent aux parcs de *Faidherbia* jetant bas leurs huppiers au désespoir des communautés paysannes, mais avec l'autorisation des chefs, contre rétribution, créant ainsi un précédent.

Il est des « dates » plus concrètes, mais non signalées comme telles « vers » 1990, où les éleveurs perdent la bataille des résidus de récoltes gratuits. Contrat séculaire tacite, « le grain au cultivateur, la paille à l'éleveur », n'est plus respecté, tout se commercialise. Les fourrages aériens deviennent, pour les éleveurs transhumants et locaux, un impératif de survie. Ces transformations de fond se cumulent avec d'autres plus faciles à mémoriser, la déroute en 1990 d'Hissein Habré, dont une partie de ses partisans se réfugie à Maroua. C'est l'arrivée des brasero, le kanun et du charbon de bois dont les sacs vont se multiplier près des fagots le long des routes.

Le début des années 1990 serait alors désigné comme une bascule vers une déforestation sans retour...mais que dire de la révolution de la moto chinoise après 2005 qui devait repousser plus loin encore les zones de bucheronnage pour alimenter Maroua par une infinité de transporteurs paysans motorisés.

Le constat devient alarmant en 2006 où pour les ressortissants de Maroua, le coût du bois du foyer à 200 Fca, devient l'équivalent, voire plus cher, que la nourriture ainsi préparée.

Les efforts pour lutter contre cette déforestation n'ont jamais été à la hauteur des enjeux. On relève des campagnes, conduites par différentes ONG (1980-1995), de promotion et de fabrication de foyers améliorés aux résultats peu probants pour les utilisatrices. L'administration, sous-préfets et chefs de canton, multiplient les interdictions de coupe et, au moins l'interdiction de brûler les racines des arbres, tabou extrême dans le passé, rien n'y fait. L'anarchie règne, couverte par les agents mêmes des Eaux et Forêts, situation rendue encore plus opaque depuis 2016, sous la menace de Boko Haram.

Depuis longtemps la parade est connue : la cuisine au gaz. Toutefois, aujourd'hui encore, les principaux opérateurs ont du mal à satisfaire régulièrement le marché dont on connaît pourtant et la demande et les pics de consommation. Les réchauds s'avèrent mal adaptés aux cuisines et à l'ergonomie des cuisinières tout comme le sont pour partie les foyers améliorés. En 2019 le bois de feu reste la source de combustible la plus utilisée de Maroua et de sa conurbation de villages.

Mots-clés : déforestation, gestion de la ressource, usages, Extrême-Nord Cameroun.

Dynamique végétale dans les sites de reboisement de la zone soudano-sahélienne (Extrême-Nord, Cameroun).

Baiyabe Il-Mataï*

*biologiste, doctorante, Université de Ngaoundéré (Cameroun)

La déforestation et la dégradation des terres sont citées parmi les multiples problèmes environnementaux rencontrés au Cameroun, plus précisément dans la partie septentrionale. Dans le but d'atténuer ces fléaux, des campagnes de reboisement ont été effectuées au Nord et à l'Extrême-Nord. L'objectif de cette étude est d'évaluer la dynamique du végétal dans les sites reboisés de la zone soudano-sahélienne, notamment dans les départements du Mayo Kani et du Mayo Danay. Pour ce faire, six sites ont été choisis, dont trois par départements répartis ainsi qu'il suit : deux villages avec sites reboisés et un témoin. Il s'agit de Goussor ; Boboyo (Mayo-Kani) ; Ouro-Dabang et Tcherféké (Mayo Danay). Les sites témoins sont des sites naturels qui n'ont pas connu de campagne de reboisement. Le travail s'est déroulé en trois principales phases : les enquêtes socio-économiques, les inventaires floristiques et l'estimation du stock de carbone séquestré dans les sites reboisés. La collecte des données a été faite suivant la méthode de la FAO (2009). Des résultats, il ressort que l'exploitation du bois (50,58%) est la principale source de déforestation dans la zone. La coupe de bois (20,91%) et les feux de brousse (20,50%) constituent les problèmes majeurs rencontrés dans les sites reboisés d'après les populations. La phytodiversité de la zone varie de 58 tiges/ha dans le site témoin du Mayo Danay à 350 tiges/ha dans le site de Ouro-Dabang. La végétation présente une structure en "L" dominée par les arbres dont la hauteur et le diamètre de la cime sont contenus dans l'intervalle]1,30-5] m ; et le Dbh inférieur ou égale à 5 cm. La régénération des espèces dans les sites est généralement assurée par germination de graines (193 plants/ha), qui est plus observée chez *Guiera senegalensis* et *Dichrostachys cinerea*. Le stock de carbone est plus important dans les sites de Ouro-Dabang (168,14 tC/ha) et Tcherféké (171,54 tC/ha). La sensibilisation et l'implication des populations riveraines dans l'aménagement, la protection et la conservation des sites reboisés restent le meilleur atout pour la réussite de ceux-ci. Ces études méritent toutefois d'être poursuivies sur une longue durée afin de percevoir une véritable dynamique végétale dans la zone.

Mots-clés : dynamique végétale, reboisement, carbone, zone soudano-sahélienne, Cameroun.

Gestion concertée et conflits autour des ressources naturelles dans les terroirs d'installation des populations fuyant l'insécurité due à Boko Haram dans le lac Tchad : études de cas autour du bois et du fourrage.

Hadiza Kiari Fougou*, Jean-François Caremel, Oumarou Hamani
*géographe, enseignant-chercheur, Université de Diffa (Niger)

Dans la région de Diffa, l'exploitation des ressources naturelles (bois, fourrage) mais aussi selon les saisons des fruits sauvages et des sous-produits du mil et du maïs, est devenue une activité centrale pour les populations affectées par l'insécurité due à Boko Haram. Ces ressources, utilisées par les ménages ou commercialisées, directement ou après transformation (charbon), permettent de mobiliser des fonds qui répondent aux besoins vitaux mais aussi d'investissement. Elles sont donc à la base d'une économie circulaire qui est centrale dans les stratégies de sécurisation alimentaire des ménages déplacés. Cet article analyse la manière dont la pression sur les ressources naturelles contribue à alimenter la crise mais aussi à générer de nouvelles complémentarités comme pour le cas des ligneux et des herbacés.

Il s'agira dans un premier temps, de comprendre la manière dont l'exploitation directe de l'environnement déployée largement par les populations déplacées recompose les représentations sociales de ces activités longtemps déshonorantes et genrées. Et dans un second temps, analyser une étude de cas sur les modes d'exploitation et les chaînes de valeur autour des herbacés. L'intensification de la pression sur l'environnement débouche sur des transformations du fourrage, qui devient ensuite une ressource marchande. In fine, le prélèvement massif du fourrage, son stockage et sa vente remettent en cause les équilibres négociés antérieurement et accentuent les tensions entre populations sédentaires et populations mobiles, mais aussi entre populations déplacées et autochtones.

Au-delà de la dynamique locale autour du fourrage, la commercialisation de cette ressource alimente des dynamiques globales qui accentuent l'insécurité et les dynamiques de crise. La coupe précoce ne garantit pas de boucler le cycle végétatif et favorise le développement d'espèces non appétantes. Dans le même temps, la réduction de la disponibilité du fourrage conduit à une mobilité accrue des éleveurs, à une reconfiguration des espaces et circuits de transhumance, notamment orientés vers les espaces à risque, les abords de la Komadougou et du lac Tchad, où le fourrage est abondant. La concentration du cheptel dans ces zones renforce les logiques de dépendances des populations d'éleveurs aux groupes qui contrôlent ces espaces et la réputation qu'ils en sont des auxiliaires.

Dans un troisième temps, l'analyse s'intéresse aux modes de gestion et aux tensions autour des espèces ligneuses, qui subissent la pression de la coupe du bois. Du fait de l'interdiction et les mesures de rétorsions déployées par les éleveurs dans la zone du lac Tchad, une complémentarité est trouvée dans certaines espaces où la coupe des branches fait l'objet d'un effeuillage sur place et inversement les branches sont laissées après la pâture.

Mots-clés : gestion des ressources naturelles, fourrage, bois, insécurité, migrants forcés, lac Tchad.

Savoirs locaux et gestion environnementale en contexte de changement global, un essai de déconstruction à partir de la région du Fitri (Tchad).

Christine Raimond*, Blaise Bémadji, Audrey Mbagogo, Yalikun Tashi

*géographe, chercheuse, Centre National de Recherche Scientifique, Paris (France)

Les scénarii d'évolution du climat et de la biodiversité établis à l'échelle globale alarment sur les conséquences locales en termes d'augmentation de la vulnérabilité des écosystèmes et des sociétés, particulièrement sur le continent africain. Ils identifient les variables des changements (température, précipitations, variabilité, événements extrêmes), leurs impacts sur l'eau, la biodiversité, les systèmes de production, mais aussi les marges d'erreur, notamment celles liées aux incertitudes des modèles et aux changements d'échelle. Comment les expériences et savoirs locaux sur les changements peuvent-ils contribuer à une meilleure compréhension des changements d'une part, et à la gestion environnementale d'autre part ? La réponse à cette question impose de prendre au sérieux, notamment dans les environnements où les sociétés dépendent directement des ressources de l'environnement pour leur subsistance, les connaissances des usagers, basées sur leur expérience et les rapports qu'ils entretiennent avec leur environnement.

Cette communication a pour objectif de donner la parole aux sociétés riveraines du lac Fitri, qui en tant que zone humide sahélienne est identifiée comme zone particulièrement vulnérable au changement climatique et à la perte de biodiversité. Que savent-elles du changement climatique et de ses conséquences à moyen terme ? Comment analysent-elles les changements passés, quels sont les indicateurs qu'elles utilisent et les facteurs de changement qu'elles identifient ? En interrogeant une diversité d'acteurs du territoire, agriculteurs sédentaires, éleveurs transhumants fréquentant la région depuis plus ou moins longtemps, représentants des pouvoirs locaux, agents des services nationaux et d'ONG, nous appréhenderons différentes interprétations des changements, ainsi que les projections et anticipations que font ces acteurs pour s'adapter. Ces diagnostics seront confrontés à ceux établis par la recherche (rapports du Giec à l'échelle régionale, résultats du programme Gelt), à ceux des services de gestion environnementale (Eaux et Forêt, Environnement) et aux réponses envisagées dans le cadre de l'aménagement du territoire (zone de biosphère, irrigation, zonage). Nous montrerons ainsi la centralisation de la connaissance des problématiques environnementales au sein d'un petit nombre d'acteurs qui tiennent plus compte des principes de précaution définis à l'échelle globale, pour lesquels les concepts flous de dégradation et désertification prédominent encore dans les prises de décision, que des savoirs locaux et des résultats de recherches plus ciblées, aboutissant à des situations de violence vis-à-vis de mesures non comprises et non intégrées dans les stratégies locales. Comme dans d'autres exemples de microexpériences du changement climatique (en opposition au diagnostic global), nous montrerons l'importance d'une démocratisation des connaissances environnementales pour un savoir vernaculaire et expert partagé en vue d'une meilleure gouvernance territoriale.

Mots-clés : changements environnementaux, savoirs locaux, gestion territoriale, Fitri, Tchad.

Session 2 - Changements sociaux

Le 30 janvier - Salle 1

Le bassin du lac Tchad comme l'ensemble de l'Afrique subsaharienne se caractérise par des changements sociaux majeurs dont les enjeux se définissent en fonction de la croissance démographique, l'urbanisation, l'alimentation et l'emploi. Si les causes des crises sécuritaires actuelles sont souvent rapportées à l'absence d'opportunités offertes aux jeunes générations qui remettent en question les modes de vie anciens, la jeunesse est aussi porteuse d'innovations qu'il faut analyser pour envisager le futur. Quels sont les changements sociaux en cours et comment les caractériser ? S'ancrent-ils dans une histoire ancienne ? Quelles sont les périodes passées où se sont déroulés des changements ou crises similaires, quelles ont été leurs conséquences et quels enseignements peut-on en tirer pour la période actuelle ?

Les communications retenues abordent des cultures contrastées à l'échelle régionale, de la République centrafricaine au Sahara et mettent en perspective les changements sociaux en termes d'identités et de pouvoir actuels par rapport à ceux qui se sont opérés dans le passé, notamment grâce aux apports de l'archéologie et de l'anthropologie. Six communications abordent la question des religions, notamment de l'expansion de l'islam et de ses formes radicales.

Peuplement et cultures dans la longue durée

Essai d'intégration des traditions céramiques des sites DGB au sein de la séquence chrono-culturelle du périmètre Mandara-Diamaré : un nouvel éclairage sur le peuplement des monts Mandara.

Olivier Langlois*

*archéologue, chercheur, Centre National de Recherche Scientifique, Nice (France)

A l'échelle du bassin tchadien, les piémonts des monts Mandara et les plaines attenantes comptent parmi les régions les mieux connues sur le plan de l'archéologie. Cet espace a en effet fait l'objet de nombreux travaux menés dans le cadre de trois programmes archéologiques menés dans les années 1980 et 1990 : le programme *Histoire du peuplement du Diamaré* de l'ORSTOM (aujourd'hui IRD) qui portait sur les piémonts orientaux des monts Mandara et la plaine qui les prolongent (Delneuf 1998 ; Marliac 1991 ; Langlois 1995), et deux autres programmes [le *Mandara Archaeological Project* (MAP), dir. N. David et le *Projet Maya-Wandala* (PMW), dir. S. MacEachern] centrés, respectivement, sur les piémonts nord-orientaux et septentrionaux et les plaines adjacentes (David et Sterner 1989, MacEachern 1993). Tous ces programmes ont combiné prospections et sondages stratigraphiques, multipliant les séquences chrono-culturelles micro-locales établies à partir des décors des poteries. Ces séquences ont été la matière de plusieurs chrono-séquences régionales, souvent construites au moyen de traitements statistiques : l'une issue des travaux menés à l'est des monts Mandara (Marliac 1991, Langlois 1995), les autres de ceux réalisés plus au nord, dans les périmètres des programmes PAM et PMW (Wahome 1989, Jones 2001). Plus récemment, durant les années 2000, des fouilles ont été conduites sur les hauteurs des monts Mandara, tout d'abord par N. David (2008), puis par S. MacEachern (MacEachern 2012 ; MacEachern et David 2013). Elles ont porté sur une série de sites monumentaux, dits DGB, qui ont fait l'objet de multiples sondages visant à une compréhension générale de l'histoire des édifices et de leurs occupations.

Comme souvent lorsque plusieurs équipes opèrent sur des régions voisines, les différents travaux menés dans le périmètre Mandara-Diamaré n'ont pas fait l'objet d'une normalisation (notamment dans le choix des critères retenus) qui aurait permis d'optimiser la comparaison des assemblages céramiques extraits des nombreux sites étudiés. D'une aire d'étude à l'autre, certains assemblages présentent des analogies suffisantes pour que l'on soit assuré qu'ils se rapportent à une seule et même « tradition ». C'est notamment le cas de la tradition Mongossienne définie par A. Marliac (1991), puis par O. Langlois (1995, où elle se dénomme TD9), à laquelle semble se rattacher la majeure partie du matériel céramique extrait du site de Méhé, une butte fouillée par N. David dans le cadre du programme MAP. Mais, bien souvent, lorsque l'on constate des analogies entre deux assemblages étudiés dans le cadre de programmes distincts, il reste difficile d'assurer qu'ils relèvent d'une seule et même tradition.

Malgré cette difficulté méthodologique, on ne saurait restreindre les comparaisons aux seuls assemblages ayant été étudiés selon des protocoles d'analyses standard. Le faire aurait en particulier pour conséquence d'isoler *de facto* les sites de montagne, dit DGB, des évolutions

et dynamiques perçues dans les piémonts orientaux et la plaine du Diamaré qui, comme nous l'avons vu, a fait l'objet d'une séquence chrono-culturelle spécifique. Or, tout porte à croire que le peuplement des monts Mandara est largement tributaire d'apports de populations venues des piémonts et les plaines périphériques. Il convient donc, dans la mesure du possible, d'intégrer les traditions céramiques associées aux sites DGB aux séquences chrono-culturelles des régions alentour. Une telle intégration fut récemment l'objet d'une thèse universitaire (Janson 2015), mais nous verrons qu'elle demande à être complétée.

L'essentiel de l'étude visera donc à intégrer les traditions céramiques définies à partir des sites DGB à la séquence chrono-culturelle des piémonts orientaux et de la plaine du Diamaré qui, au préalable, aura fait l'objet d'une réactualisation (notamment suite à l'obtention de nouvelles datations radiométriques). Nous verrons en particulier que les deux traditions reconnues dans le cadre de la fouille des sites DGB, l'une antérieure aux monuments, l'autre contemporaine de ceux-ci, présentent des analogies avec d'autres traditions, identifiées dans les plaines et les piémonts. Nous verrons alors qu'il existe un important décalage chronologique entre les traditions reconnues dans les sites (DGB) des sommets et leurs analogues identifiées au pied de la montagne. Ce décalage semble indiquer que les populations qui occupaient les sommets avant que les monuments DGB y soient édifiés, de même que celles qui ont bâtis ces édifices, descendent, au moins pour partie, de peuples préalablement installées sur les piémonts orientaux et les plaines adjacentes. Parmi les sites des piémonts orientaux qui ont révélé des traditions céramiques apparentées à celles reconnues dans les sites DGB, on remarquera tout particulièrement Mowo, qui fut le siège de la « chefferie-mère » de la fameuse « chefferie-théocratique » de Gudur mentionnée, au titre de berceau ou d'étape, dans les récits migratoires de nombreuses populations montagnardes. Si ces mythes témoignent avant tout du prestige de Gudur, ils sont aussi probablement l'expression de la situation géographique et topographique particulière de cette chefferie implantée au niveau de la principale échancrure ouverte sur les monts Mandara centraux. Dans une seconde partie nous chercherons à mettre en regard la séquence chrono-culturelle intégrée des piémonts et des montagnes et avec les mouvements de peuplements tels qu'ils ont pu être déduits des sources orales et des études glotto-chronologiques.

Mots-clés : séquence chrono-culturelle, poterie, histoire du peuplement, monts Mandara.

La métallurgie ancienne du fer et la communauté villageoise de Timberi, région du Logone oriental au sud du Tchad.

Jean Mbaïro*

*archéologue, enseignant-chercheur, Université de N'Djamena (Tchad)

Le site métallurgique du fer d'Iri se trouve dans le canton Timberi dans la sous-préfecture de la Nya-pendé, Région du Logone oriental au sud du Tchad. Il est limité au nord-est par le site métallurgique de Kouloulou 2, au sud par le village d'Iri proche du site, à l'ouest par le cours d'eau Man-dohér et à l'est par le village Dossé. Il couvre une superficie d'environ 1850 m². La population actuelle autour du site est composée essentiellement de deux groupes ethniques, les Laka et les Ngambaye.

La région du Logone Oriental dans laquelle se trouve le site est considérée par les anciens chercheurs comme une zone n'ayant pas de culture matérielle. Aucune recherche sur son histoire ancienne n'a été entreprise pendant la colonisation ni même après l'indépendance. Le site se matérialise par les vestiges archéologiques comme les scories coulées et celles de fond de four. Plusieurs bases de fourneaux de formes circulaires de fragments de tuyères et de vases de culture parsèment ce site.

Pour l'étude, une démarche méthodologique a été développée basée sur la prospection systématique des fourneaux à fouiller complétée d'une enquête orale. Les résultats ont permis de connaître les structures mises en place par les métallurgistes et les modes de fonctionnement de ces fourneaux. Par ailleurs les données ethno-historiques recueillies permettent de reconstituer la chaîne opératoire de cette activité et l'impact de ce métal sur le plan socio-économique, politique et culturel.

Mots-clés : métallurgie, archéologie, ethno-histoire, Logone Oriental, Tchad.

Productions culturelles anciennes au Cameroun septentrional : Inventions, ruptures, survivances et renaissance.

Bienvenu Denis Nizézété*

*archéologue, enseignant-chercheur, Université Ngaoundéré (Cameroun)

Les vestiges matériels issus des sites archéologiques dans les trois régions administratives du Cameroun septentrional, informent au gré des recherches, des analyses et des interprétations, de l'esprit de créativité fécond de leurs producteurs. Ils témoignent en faveur de leur maîtrise de l'écosystème ambiant et des stratégies d'insertion dans le milieu, renseignent sur leur rationalité du choix et de l'exploitation des matières premières, de leurs transformations et de leurs utilisations dans différents secteurs d'activité, dont la céramique, la métallurgie, l'architecture et les arts plastiques, soulèvent la problématique d'une spiritualité naissante... Emergentes, buissonnantes et dynamiques depuis le cinquième millénaire au moins avant notre ère, ces manifestations culturelles flétrissent et stagnent à partir du XV^e siècle de notre ère pour décliner, voire disparaître au XX^e siècle. La timide renaissance observée en ce XXI^e siècle dans quelques pans culturels, constitue un motif d'espérance sur la vivacité d'une histoire culturelle millénaire qui s'obstine à ne pas mourir. Cette contribution qui s'adosse prioritairement sur des données matérielles observées ou prélevées dans des sites, sur le dépouillement des informations orales recueillies dans divers villages, et sur l'exploitation d'une sources écrites dans divers centres documentaires, dresse un inventaire non exhaustif des productions culturelles anciennes du Cameroun septentrional à travers leurs manifestations plurielles ; interroge les facteurs endogènes et exogènes de leur stagnation, aliénation et déclin ; capte les survivances qui inspirent une timide renaissance culturelle. Tout un constat qui enracine le passé dans le présent, traduction d'une continuité culturelle qui n'occulte guère les stigmates des ruptures qui rappellent les hypothèques du continuum historique local.

Mots-clés : productions culturelles anciennes, inventions, ruptures, déclin, survivances, renaissance, Cameroun septentrional.

Permanence de la morale : la notion de honte au Sahel

Catherine Baroin*

*anthropologue, chercheuse retraitée, Centre National de Recherche Scientifique, Nanterre (France)

La honte au Sahel est une valeur morale primordiale, bien différente de ce qu'on entend par ce terme en Occident. Nous précisons ici son contenu et illustrerons sa force. Elle diffère de l'honneur, dont elle n'est pas l'inverse, et opère partout de façon incontournable. La crainte d'attirer sur soi la honte définit les comportements de tous au travers de codes de convenances rigoureux. Elle se traduit selon les cas par les formes du langage, par la pudeur et la réserve du comportement, ou par des marques de respect auquel chacun s'oblige. Elle dicte la nécessité d'être généreux et joue dans les solidarités familiales ou claniques (obligations de donner, d'aider un parent, de le venger ou de partir au combat avec lui). Nous analyserons pour finir son rapport avec l'islam, avec l'esclavage et son abolition, ainsi qu'avec les stratifications sociales. "Mieux vaut la mort que la honte" est un adage fréquent au Sahel.

Mots-clés : morale, honte, Sahel, convenances, pudeur, respect.

Identités et pouvoirs

Fluid identities and conflict mobiles across the borders of the Central African Republic.

Adamou Amadou*, Catherina Wilson

*anthropologue historien, Docteur, Université Leiden (Pays Bas)

After the 2013 Seleka-coup many Centrafricains fled to neighbouring countries, most notably Cameroon, DR Congo and Chad. Six years after, half a million of refugees still live in protracted displacement situations. Only a minority has chosen to return voluntarily; up to date large scale repatriations have not yet taken place (with exception of the Betou refugee camp in the Republic of Congo). The current CAR crisis cannot be dissociated from the past decades of violence in which Centrafricains have been forced to leave their country, often more than once. Conversely, CAR too has received refugees fleeing conflict in Chad, Sudan, South-Sudan, DR Congo, and Rwanda. CAR and its neighbouring countries have become, thus, both refugee hosts and refugee providers. This double nature leads to paradoxical situations; this paper illustrates two. In Eastern Cameroon, on the one hand, a first wave of Fulani refugees from North-Western CAR became hosts to a second wave of refugees. Taking into account that both waves are comprised of nomads, makes the mobility picture even more complex. Along the Ubangi River border between CAR and DR Congo, on the other hand, there have been simultaneously, and on more than one occasion, Congolese refugees in CAR, and CAR refugees in DR Congo. As refugees and repatriates cross the border at the same time, their labelling is conflated. Some repatriates even chose to become refugees in their own country. These paradoxes push us to revisit the refugee label and to question ourselves if defining the refugee is useful at all. Can there be nomadic refugees? Or repatriated refugees with double nationalities? In this paper we argue that these labels ostracize and capture people, but more worryingly, they fail to describe the lived realities on the ground. Corollarily, labelling does not only fixate people, but also borders. More fluid alternatives, such as the conflict mobile, however, take into account the changing nature of the multiple identities of those who are on the move.

La suzeraineté et la vassalité à l'épreuve du temps : la mutation des liens de dépendance entre les sultanats kotoko et leurs provinces vassales.

Harouna Barka*

*historien, Université de Ngaoundéré (Cameroun)

Dans le Logone et Chari, les liens de dépendance entre les entités politiques vivant aux abords du lac Tchad ont été tissés dans le cadre des rapports de suzeraineté et de vassalité. Ce type particulier d'organisation politique a longtemps régi les rapports entre les principautés kotoko et leurs provinces vassales, conquises et soumises aux règles de cette domination politique. Les provinces vassales se devaient d'observer un certain nombre de prescriptions imposées par le sultan, qui en retour devait protéger et administrer ses provinces dans la justice et la paix. Ces liens indéfectibles et scrupuleusement respectés ont longtemps régi les rapports entre les sultanats kotoko du Logone et Chari et leurs vassaux, du moins jusqu'à l'avènement de la modernité introduite par les administrations coloniales et postcoloniales. Ces dernières ont influencé et modifié les rapports entre les entités politiques suzeraines et vassales.

Aujourd'hui, plus de 50 ans après, l'on se retrouve en face du système d'organisation traditionnel vieux de plusieurs siècles, qui a dû faire face et survivre à la modernité, en s'« encombrant » des nouveaux principes comme la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'homme, et la fin de l'esclavage. L'objectif de ce travail est de montrer comment était structuré le sultanat de Logone-Birni et sa province vassale de Zina à travers l'analyse diachronique et tout à la fois synchronique des liens de dépendance aux abords du lac Tchad. Notre ambition est de mettre clairement en exergue l'évolution de l'organisation sociopolitique de ces deux entités traditionnelles, afin de dégager les constantes et les mutations qui se sont opérées dans ces rapports avec l'avènement successif des administrations coloniales et postcoloniales.

Nous partons de l'hypothèse selon laquelle le rapport de suzeraineté défini et entretenu par Logone-Birni vis-à-vis de ses provinces vassales, loin d'être un cas classique de vassalité, participe d'une subtile stratégie de défense du royaume, à la fois contre les agressions extérieures et contre les tentatives de sécession auxquelles pourraient se livrer les vassaux du royaume. Nous pourrions ainsi montrer comment une double lecture des rapports entre ces entités est possible, en prenant en compte les découpages administratifs officiels, mais surtout en mettant en exergue les structures traditionnelles qui lui sont parallèles et dont les modèles d'organisation concurrencent et supplantent même parfois l'administration publique officielle.

Mots-clés : suzeraineté, vassalité, mutations politiques, modernité, reconfiguration politique, Logone-Birni.

Les lois coutumières au Sahara – garants de continuité dans une époque de changements.

Tilman MUSCH*

*anthropologue, Enseignant-chercheur, Université Bayreuth (Allemagne)

Au début du XX^{ème} siècle, des anthropologues, tels que Malinowski (1926), ont décrit les lois coutumières comme des systèmes légaux « indigènes » et non-influencés par la loi européenne. À la fin du même siècle, la loi coutumière était, au contraire, considérée comme produit et instrument des colonisateurs leur permettant de mieux gouverner les peuples soumis (cf. Moore 1986). Cette supposition semble questionnable, notamment si on tient compte des difficultés, voire de l'incapacité des colonisateurs à subjuguier des populations nomades habitant le Sahara Central et ses confins, et ainsi un espace qui était, pour ces premiers, difficilement contrôlable. Aussi, Jean Chapelle écrit-il au sujet de la loi coutumière du Tibesti, que les « contradictions » entre celle-ci et la loi coloniale étaient arrivées à un point extrême (1982 : 328). D'autres témoins de l'époque, venant également de l'appareil colonial, portent souvent un jugement semblable par rapport aux systèmes de justice coutumière d'autres populations sahariennes (cf. Caron 1988). Néanmoins, ces auteurs, malgré leur critique, ne mettent pas en question l'originalité et la vivacité de ces systèmes de justice coutumière. Jusqu'à nos jours, ces systèmes législatifs existent ; ils sont, pour la plupart, scrupuleusement respectés par les populations concernées ; et ils peuvent être considérés comme vecteurs de stabilité et de continuité dans un contexte global que l'on a l'habitude de présenter comme marqué par des ruptures et des incertitudes. Pourtant, malgré – ou grâce à – sa vivacité, la justice coutumière évolue dans le temps et intègre nombre d'aspects contemporains. Ainsi, par exemple la loi coutumière des Teda du Tibesti, est amendée lors de chaque intronisation d'un nouveau derde, afin de mieux répondre aux exigences du présent. Cette contribution se propose de retracer les évolutions que cette loi a connues et de poser ainsi la question de comment elle arrive à faire face aux défis de la contemporanéité.

Mots-clés : nomade, loi coutumière, Teda, Tibesti, Sahara.

Dynamiques religieuses

The changing pattern of islam in the politics of northern Nigeria: from dan fodio jihad to bokoharam jihad in the chad basin.

Ousmanou Adama*

*historien, enseignant-chercheur, Université Maroua (Cameroun)

Islam, upon arrival in the sub-region went through the containment, mixing, and the reformation stages. Dan Fodio launched a jihad to purify it but ended up creating the Sokoto caliphate. The British indirect rule allowed the *emirs* to continue ruling till after Nigeria's independence. Then, the northern politicians quickly formed an ethnic-religious political block to be stronger in the new state. With the return to democracy in 1999, almost all the northern states opted for sharia. Ten years later, a disgruntled group launched a bloody insurrection calling for the full implementation of the Sharia. *Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati Wal-jihad* (Boko Haram) aims at establishing a Sharia law in Nigeria. This presentation analyzes the impact of Dan Fodio's jihad on northern Nigerian politics and Boko Haram's jihad in particular. The presentation would also do a critical assessment and overview of Boko Haram and the effects of its islamization process on the sub-region and on the youth in particular. We intend to apprehend the power dynamics in a comparative approach of the ancient and new forms of jihad in the Chad basin and its impact on the sociopolitical management of Nigeria and its neighboring countries.

Key Words: Islam, Jihad, Caliphate, Nigerian state, Chad Basin

Dynamiques du discours islamique et modes de communication des religieux musulmans dans le bassin du lac Tchad.

Ouba Abdoul-Bâgui*

*historien, Enseignant-chercheur, Université Ngaoundéré (Cameroun)

La particularité des pays du bassin du lac Tchad réside dans la complexité de leurs réalités identitaires, notamment celle sur l'islam. Ces pays sont, en effet, caractérisés par une fracture profonde entre les confréries islamiques. A partir de la deuxième moitié du XX^e siècle, les études sur l'islam dans cette région ont distingué une tendance traditionnelle, les Soufis et une autre réformiste, les Sunnites. Mais, depuis quelques décennies aujourd'hui, on y assiste à une véritable reconfiguration du paysage islamique. Celle-ci est dictée par des réalités socio-politiques, éducatives, ethniques, notamment. C'est ainsi, par exemple, que la montée rapide de la violence d'un mouvement tel que Boko Haram oblige à un réexamen des hypothèses et à une nouvelle analyse sur l'islam dans la région. Incontestablement, l'islam que l'on y retrouve est loin d'être uniforme. Le discours des religieux a évolué à la fois dans son fond et dans la forme. Pendant longtemps, il est resté centré essentiellement sur la pratique quotidienne et sur le raffermissement de la foi. Aujourd'hui, ce discours a investi le terrain social et se positionne comme le principal rempart aux multiples crises qui sévissent dans le bassin du lac Tchad. Par ailleurs, il est subdivisé en ordres, notamment soufi, sunnite et chiite, à l'intérieur desquels se trouvent des subdivisions, les confréries. Chaque tendance est placée sous l'obéissance d'un « maître » spirituel, généralement son fondateur ou sa descendance, à qui elle s'identifie.

Cette étude dresse un bilan de la reconfiguration – toujours en cours – de l'islam dans ses tendances, ceci à travers l'attitude des leaders religieux dans la conduite des affaires islamiques dans le bassin du lac Tchad. Il s'agit, dans un premier temps, d'analyser l'évolution du discours religieux de ces leaders, à la fois dans sa pédagogie et dans les thèmes abordés qui intègrent désormais les principales préoccupations socio-économiques du moment. Dans un second temps, le texte veut comprendre les modes de communication adoptés par ces leaders pour contrôler leurs troupes dans un environnement en proie à des conflits identitaires réguliers. En plus des principales figures islamiques, il va falloir identifier les associations islamiques dominantes et analyser leur attitude et leur positionnement, mais aussi apprécier les découpages territoriaux relatifs à l'occupation de l'espace par les confréries. Ces indicateurs permettront de mieux comprendre la complexité de la dynamique de l'islam dans le bassin du lac Tchad.

Mots-clés : discours, islam, dynamique, communication, leader, musulman, religieux, bassin du lac Tchad.

Visions touarègues de Jésus. Conversions religieuses touarègues au christianisme dans l'espace nigéro-malien.

Amalia Dragani*

*anthropologue, Chercheure, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris (France)

À l'heure des globalisations religieuses concurrentes, sur la base de nos connaissances antérieures et des recherches en cours en milieu urbain (Bamako et Niamey) nous investiguerons les trajectoires de conversion, deconversion et reconversion au christianisme des Touaregs qui en viennent à adopter cette confession. Si les dynamiques de conversion religieuse au christianisme dans des environnements majoritairement musulmans ont fait l'objet des travaux concernant l'Afrique du Nord et le Sahel (entre autres, Bava 2016 ; Boissevain et Le Pape 2014 ; Cooper 2006 ; Dirèche-Slimani 2009) elles demeurent assez inexplorées s'agissant des sociétés sahariennes contemporaines, plus connues aujourd'hui pour fournir un terrain d'accueil aux divers mouvements djihadistes qui ébranlent la région saharo-saharienne. L'objectif de notre recherche est l'appréhension des évolutions en cours dans cette société, tout particulièrement pour les transformations des hiérarchies sociales et des relations de genre en son sein, à partir des « hidden histories » des convertis touaregs dans l'espace nigéro-malien, de l'observation des cultes des Églises de Tombouctou et de Gao, actuellement réfugiées à Bamako, et de la production poétique chrétienne en langue touarègue.

L' « industrie » du maraboutage dans la ville de Ngaoundéré : fondements et incidences sur la gent féminine.

Jeannette Pilo Atta*

*historienne, enseignant-chercheur, Ecole Normale Supérieure - Université de Maroua (Cameroun)

Ngaoundéré est une ville cosmopolite aux multiples visages socio-économiques et culturels. On y retrouve des populations venues de plusieurs horizons et plus particulièrement des régions du grand Sud du Cameroun. Les Mbum y sont les premiers occupants. On les retrouvait déjà dans cette zone bien avant les invasions peules (Houlet, 1962 : 458). Sa situation de ville de transit et de carrefour reliant le grand Nord ou grand Sud va entraîner des mutations profondes d'ordre social, économique, culturel et administratif. Cependant on peut observer un recours à outrance aux pratiques de maraboutage chez les femmes vivant dans cette ville. En effet, en Afrique noire le mot marabout se définit d'une personne ancestrale et traditionnelle qui pratique la magie. Cette magie est pratiquée le plus souvent par une personne très qualifiée. En général, le marabout utilise la magie noire pour guérir certaines maladies. Pour d'autres, elle leur procure un bien-être, un bonheur et peut même les protéger contre les maléfices que des personnes de loin ou de près leur ont lancés. Plus précisément, le marabout est une personne capable à la fois de sortir les Hommes des situations difficiles (Dortier, 2013).

Le maraboutage constitue une réalité quotidienne dans la ville Ngaoundéré où se sont mis en place des marchés et activités économiques autour de ce phénomène. Il se pose donc ainsi le problème d'une pratique de maraboutage à outrance et d'une sorte d'aliénation des femmes depuis quelques décennies. Ce phénomène est de plus en plus accentué de nos jours et l'on ne peut donc que s'interroger sur les facteurs qui militent en faveur du recours au maraboutage des femmes dans un temps relativement long. Cette contribution pose l'interrogation majeure suivante : en quoi le maraboutage constitue-t-il un enjeu pour la gent féminine dans la ville de Ngaoundéré ?

Sur la base d'une observation externe participante et d'une collecte méthodique de témoignages oraux, nous avons dans un premier temps mis en relief les facteurs du maraboutage des femmes dans la ville de Ngaoundéré. Ensuite nous avons mis en évidence les types de maraboutage auxquels les femmes ont recours et enfin l'impact pluriel de ce phénomène nous a permis d'achever la charpente de cette contribution. L'approche pluridisciplinaire nous a facilité la récolte des données essentielles à la réalisation de ce travail. Nous avons insisté sur la diachronie et la synchronie, ainsi que sur le ton cognitif qui animé le maraboutage des femmes dans la ville de Ngaoundéré sur le temps long.

Mots-clés : maraboutage, femmes, industrie, incidences, économie, Ngaoundéré, Cameroun.

Réformer l'école coranique au Cameroun : vers le pari de rupture ?

Bana Barka*

* sciences de l'éducation, CERPSI Université de Maroua (Cameroun)

Relativement à la question des écoles coraniques nomades, communément appelées sangaya dans le bassin du lac Tchad, il a toujours existé une sorte de consensus, celui selon lequel le type d'éducation non formelle dans lequel on les inscrivait ne nécessitait pas l'intervention des Etats. Cependant, avec la crise de Boko Haram, cette institution scolaire qui semblait se complaire dans les marges a été brusquement mise sur le devant de la scène, puis mise à l'index comme étant un vivier d'endoctrinement ou de radicalisation des jeunes musulmans. Les Etats du bassin du lac Tchad, qui jusque-là s'étaient désintéressés du fonctionnement de ces écoles et des conditions d'apprentissage des talibés (mahadjirs) ont subitement, et souvent avec la maladresse inhérente aux situations d'urgence, pris une série de mesures conservatoires, allant de la surveillance à l'interdiction pure et simple des sangaya. Une rupture dans l'apathie et le laxisme des autorités administratives venait de s'opérer principalement au Cameroun et au Tchad, et annonçait, au-delà des mesures répressives, une réforme d'autant cruciale qu'elle concernait une jeunesse généralement vulnérable, périphérique et facilement manipulable. Au Cameroun, ce sous-secteur de l'éducation a alors vite fait l'objet d'attentions venant à la fois des chercheurs et secteur des organisations internationales, engagés désormais dans ce qui allait devenir le débat sur la formalisation de l'école coranique. Fallait-il rompre avec le laxisme et dissoudre ces écoles ou alors devait-on, dans un souci de respect des sensibilités ethnoculturelles, trouver un modèle éducatif qui conserve l'apprentissage du Coran tout en permettant aux élèves d'avoir des perspectives professionnelles et des attitudes résilientes à l'intolérance ? Dans cette communication, nous rendrons compte des grandes lignes de cette question, en montrant d'une part que la nécessité de rupture a mis en évidence les difficultés, à la fois conceptuelles et stratégiques, dans lesquelles le Cameroun s'empêtre depuis qu'avec l'aide des ONG il a entrepris de réformer les écoles coraniques nomades. D'autre part, nous présenterons, dans une perspective prospective, le scénario qui, nourri des expériences en cours, semble être celui qui convient le mieux à la volonté de conserver l'institution tout en l'inscrivant dans la modernité.

Mots-clés : rupture, école coranique, réforme, formalisation, Cameroun.

Ecoles coraniques, « obscurantisme » et violence « terroriste » dans le nord du Nigeria et le sud-est du Niger : une perspective historique.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos*

*politiste, chercheur, Institut de Recherche pour le Développement, Paris (France)

Les écoles coraniques ont mauvaise réputation au Sahel. On leur reproche d'être une cause de sous-développement en prêchant une forme d'obscurantisme qui serait fondamentalement opposé à une modernité d'inspiration occidentale. Pire encore, on les accuse d'être le terreau du terrorisme de type djihadiste, en particulier au Nigeria. Mais ces représentations s'appuient souvent sur des stéréotypes qui datent de la période coloniale. En dépit de la demande de réislamisation du système éducatif au Nigeria puis au Niger, de nombreux facteurs non religieux expliquent la répugnance de certains musulmans à envoyer leurs enfants à l'école publique.

Etudier les établissements d'enseignement coranique oblige ainsi à revenir sur les différentes étapes qui ont marqué leur développement et les représentations que l'on s'en faisait. Historiquement, l'islam s'est construit en voulant rompre avec la période de l'ignorance (*jahiliyya*) qui prévalait avant la révélation prophétique : « l'ère de la sauvagerie » que dénoncent aujourd'hui les fondamentalistes les plus radicaux à propos de la corruption du monde contemporain. Dans l'Afrique sahélienne précoloniale, la conversion à l'Islam était donc un gage de civilisation et un moyen de sortir de l'obscurantisme du paganisme et du fétichisme. Mais la colonisation est venue bouleverser les structures islamiques de l'époque. Très attachée à l'école publique et obligatoire, la France républicaine et laïque, en particulier, n'a pas caché son hostilité à toute forme d'enseignement religieux, y compris sur un mode anticlérical à l'encontre des missionnaires catholiques ou protestants susceptibles de renforcer l'offre éducative des Européens en terre musulmane.

Le déclin des écoles coraniques a ensuite perduré après la période des indépendances. A quelques exceptions près, celles-ci ont, pour beaucoup, accueilli les enfants qui n'avaient pas les moyens d'aller à l'école publique et de poursuivre des études supérieures. Autofinancées, les écoles coraniques ont néanmoins réussi à subsister dans des régions où l'Etat était très peu présent, notamment dans les campagnes, où elles ont continué de drainer des effectifs impressionnants de musulmans. Leur enseignement a alors acquis un poids d'autant plus considérable que le secteur public s'est effondré, victime de la crise économique, des licenciements de fonctionnaires et des plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale au cours des années 1980. Aujourd'hui, leurs élèves sont généralement plus pauvres que ceux qui vont à l'école publique ou privée, mais moins pauvres que les enfants qui ne sont pris en charge par aucune structure éducative formelle ou informelle.

Ainsi, les écoles coraniques n'accueillent sûrement pas que les « rebuts de la société » et les « damnés de la terre ». La réalité est beaucoup plus nuancée et invite à déconstruire le lien qui est souvent fait entre illettrisme, fanatisme et djihadisme. A partir de données qualitatives et quantitatives recueillies dans l'Etat du Borno, fief de Boko Haram au Nigeria, cette communication remet ainsi en cause l'idée selon laquelle les écoles coraniques de la région auraient été un support de l'endoctrinement et de la radicalisation des insurgés. Au contraire, on pourrait tout aussi bien arguer que le problème n'a pas été la présence d'écoles coraniques mais, bien plutôt, l'absence d'écoles publiques.

Mots-clés : islam, éducation, école coranique, djihad, Boko Haram, Niger, Nigeria.

Abstract

Qur'anic schools in the Sahel suffer a terrible reputation. They are blamed for delaying development and progress by teaching a form of obscurantism that stands in the way of Western-inspired modernity. Worse still, they are accused of being a breeding ground for jihadist terrorism, especially in Nigeria. Yet such a stigmatization often relies on stereotypes that date back from colonization. Despite the call for a re-Islamization of the educational system in Nigeria after Independence, the opposition of some Muslims to government schools can in fact be explained by a multitude of non-religious factors. This study thus debunks the link between illiteracy, fanaticism, and jihadist terrorism. Using quantitative and qualitative data from Borno State in Nigeria, the stronghold of Boko Haram, it challenges the view that Qur'anic Schools were a factor of indoctrination and radicalization. Quite on the contrary, it could be argued that the problem has not been the presence of Qur'anic Schools but the lack of access to public education.

Key words : Islam, Education, Quranic school, Jihad, Boko Haram, Niger, Nigeria.

Session 3 - Changements des systèmes de production

Le 30 janvier (salle 2)

L'agriculture, l'élevage et la pêche sont des activités importantes pour les sociétés du bassin du lac Tchad et les innovations passées ont été abondamment étudiées. Quelles sont les périodes charnières des changements et les grandes étapes d'évolution des techniques et des modèles agricoles ? Quelles sont les étapes de la diversification des activités qui a fait évoluer les systèmes de production en mobilisant la main d'œuvre vers d'autres fonctions (transport, commercialisation, construction, etc.) et d'autres usages (extraction minière notamment) ? Quels sont les facteurs des changements et des crises passées et présentes (climat, foncier, insécurité, mais aussi modèles agricoles ou augmentation du cheptel par exemple) ? Comment les sociétés rurales se sont-elles adaptées et ont-elles recomposé leurs pratiques, leurs moyens de production (dont le cheptel) et leurs territoires (dont leurs liens à la ville) ?

Cette thématique a attiré de nombreuses propositions parmi lesquelles le comité scientifique a choisi de privilégier les recherches empiriques apportant de nouvelles informations sur des activités anciennes, comme le pastoralisme, ou plus récentes comme les activités extractives (2 présentations). La place du pastoralisme dans le contexte de montée des insécurités au Sahel occupera les discussions de la matinée avec 7 présentations portant sur la République centrafricaine, le Tchad, le Nord du Cameroun, le Nigeria et le Niger. Les questions agricoles seront traitées au travers de trois présentations sur les questions foncières et les adoptions des innovations qui occupent les projets de développement depuis plusieurs décennies. La dernière présentation fait un point sur les défis de la sécurité alimentaire en zone directement impactée par la crise sécuritaire au Niger et pose la question la transition d'un régime d'aide à une dynamique de développement.

Dynamiques et mobilités pastorales

Histoire et mémoire d'exil. La migration forcée des Peuls mbororo de Centrafrique au Cameroun.

Emmanuel Chauvin*

*géographe, enseignant-chercheur, Université de Toulouse Jean-Jaurès (France)

Cette communication porte sur l'exil des Peuls mbororo de Centrafrique vers le Cameroun, environ 250 000 personnes, depuis les années 2000, qui ont fui le banditisme (coupeurs de route) et les conflits armés. Elle interroge son inscription dans l'histoire et les mémoires du peuplement et des migrations dans le bassin du lac Tchad, en montrant la pluralité de son interprétation spatio-temporelle, entre rupture et continuité.

Cet exil, comme tout déplacement forcé, est une migration de rupture, socio-spatiale et économique, qui peut être perçue à travers les récits de vie des réfugiés. Les mémoires, collectives et individuelles, décrivent la migration comme une perte d'un territoire, et le territoire perdu, la Centrafrique, sous les angles de l'utopie et de la nostalgie. La rupture socio-spatiale intervient du point de vue de la mobilité, par une réduction globale de l'intensité circulatoire, la fin d'un espace mobile, l'intensification des liens avec la ville, visibles à travers l'évolution de l'habitat. Une rupture intervient également au niveau du système de production, par le passage d'un modèle productif centré sur l'élevage à un système productif marqué par la pluriactivité.

Mais au prisme du temps long de la géographie de la population, cette migration apparaît dans la continuité du champ migratoire des Peuls mbororo en Afrique centrale. D'abord, plutôt que comme rupture, il est possible de parler d'une accélération des changements, qui ont débuté dès les années 1970-1980 dans les systèmes de mobilités et de production des Peuls mbororo, marqueurs d'une inégalité pastorale qui explique, au moins partiellement, le développement du banditisme rural. Ensuite, cet exil prend la forme d'un retour vers des lieux d'origine au Cameroun, tant sur les plans individuels que collectifs, comme le montre la combinaison de travaux scientifiques et administratifs anciens et de récits de vie recueillis en entretiens. L'idée d'une continuité dans un cycle migratoire peut aussi se repérer par la similarité de cette crise avec d'autres, vécues par le passé, questionnant, par comparaison, la durabilité des ruptures en cours.

L'exil des Peuls mbororo de Centrafrique est également narré par d'autres récits qui relèvent de la tradition inventée et s'articulent autour de l'aide humanitaire. Les acteurs humanitaires cristallisent les récits dans un régime de vérité, participant à la construction d'une mémoire collective stéréotypée, créant des représentations de la migration comme espace générique de rupture. Il existe également des mémoires manipulées, de la part de la population d'accueil des réfugiés, notamment de chefferies, visant, par la création de fausse rupture de vie ou de fausse histoire du peuplement, à capter l'aide humanitaire et à réguler le foncier entre autochtones et allochtones.

Ainsi, l'exil des Peuls mbororo de Centrafrique vers le Cameroun est à la fois une migration de rupture, situation classique de migration forcée, et une migration de continuité, en s'inscrivant dans un champ migratoire ancien et comme conséquence de dégradations sécuritaire et des inégalités socio-économiques anciennes.

Mots-clés : peuplement, migrations, réfugiés, humanitaires, éleveurs, Peuls, Mbororo.

Les éleveurs pionniers des espaces dépeuplés, l'exemple des marges du Baguirmi et du Batha : 1900- 1985.

Dangbet Zakinet* et Christian Seignobos

*historien, enseignant-chercheur, Université de N'Djamena (Tchad)

La communication que nous proposons porte sur les éleveurs, pionniers des espaces dépeuplés. Nous avons choisi de présenter les exemples portant sur deux communautés : les Peuls et les Arabes. Après le passage de Rabeh, le Baguirmi, et plus précisément les rives du Chari, ont été dévastés. Au début du XXe siècle, les éleveurs peuls venant du Cameroun et les Arabes du centre du Tchad réorganisant leurs transhumances vont exploiter les espaces dépeuplés du Baguirmi et du Batha. Les premiers remontent vers les rives du Ba-illi et du Chari vers le Baguirmi, les seconds descendent du Tchad central vers le sud-est. Les deux communautés mettent à profit les opportunités de l'époque coloniale avec la défaite de Rabeh au sud et celle du royaume du Ouaddaï à l'Est. Bien après elles seront rejointes par des groupes d'agriculteurs venus des plaines du Logone qui dans les années 1970 se transformeront en véritables fronts agricoles qui ne feront que s'accroître.

Cette occupation de l'espace rend compte de stratégies d'éleveurs qui ont toujours cherché à occuper les vides, ou des « no man's lands » nés des accidents de l'histoire. Cette contribution analysera les motivations de ces éleveurs quant à la reproduction de leur mode d'élevage de départ (les Peuls du Cameroun) ou la prolongation de leurs activités de transhumants (les Arabes). Nous chercherons à comprendre, comment les éleveurs se sont organisés dans ces vides relatifs encore que politiquement revendiqués, avec une administration coloniale qui leur était tour à tour favorable ou défavorable et enfin comment ont-ils composé avec l'avancée des fronts pionniers de cultivateurs ?

La bibliographie actuelle ne rend pas assez compte des questions spécifiques soulevées. Le sujet tire ainsi son originalité de ces interrogations singulières.

Pour traiter ce sujet, nous allons nous servir des travaux existants, les archives de N'Djamena, les Archives Nationales d'Outre-mer à Aix en Provence, et les enquêtes orales.

Mots-clés : administrations coloniale et nationale, éleveurs, transhumance, agriculture, ressources, conflits et alliances, Tchad, Cameroun.

Conflits et pastoralisme

Pastoralism and insecurity in the Lake Chad Basin: ethnography, ecology, and history.

Adam Higazi*

*anthropologue, post-doctorant, Modibbo Adama University of Technology, Yola, Adamawa State (Nigeria)

This paper will present recent fieldwork carried out by the authors in Fulbe and Shuwa Arab communities in north-east Nigeria and northern Cameroon. The study has two main aspects: ethnographic and historical data on pastoral groups, based on primary fieldwork, and ecological and ethno-botanical data to shed light on the impacts of environmental change in the region. The sociological aspect focuses on the current kinship structures and social organisation of pastoralist groups, transhumance patterns, the structure of livestock ownership, and socio-cultural change. The impacts of demographic pressure and the political economy of land are considered, in terms of pastoralists' access to pasture and water. Ecological issues are assessed using ethno-botanical methods that record pastoralists' own knowledge of the distribution of different types of vegetation in the wider Lake Chad Basin over time. Local knowledge of selected species of plants and grasses are studied (using Fulfulde and/or Arabic names) and possible changes in their distribution are recorded. This may complement any scientific data from the life sciences, including botany. The societal impacts of vegetation change are analysed. Specifically, the influence of changes in ecology and vegetation on the present distribution and location of different species of livestock and therefore pastoral groups, and on current patterns of transhumance, are assessed.

Apart from ecological insecurity, the violent insurgency and military operations in the Lake Chad Basin have destroyed and changed the lives of many pastoralist peoples in the region, with high numbers of fatalities and large-scale displacement. The impacts of the conflict and the current situation of pastoralist communities in Borno and northern Cameroon will be outlined in detail, based on field data from those affected. Borno State has a higher diversity of pastoralists than any other part of Nigeria, in terms of linguistic differentiation and culture. The story of the livestock sector and these diverse pastoralists during the insurgency is still to be told. What has the impact of the conflict been on pastoral production and pastoralist communities, and how have they responded to the violence and insecurity? What impact has the conflict had on the livestock trade and livestock markets in Borno and surrounding areas? What has Boko Haram done with the livestock they have stolen? How does the illicit livestock trade work in this war zone? What are ISWAP's policies towards pastoralists? These questions will be touched on, as a way of analysing the economy of the insurgency, and the actions of pastoralists in trying to secure and trace their stolen livestock, in some cases maybe as far as livestock markets in southern Nigeria or across international borders.

A final area of focus is the pattern and scale of cross-border transhumance between Nigeria, Niger, Cameroon and Chad. How is herding currently practiced? Is it family-based pastoralism or is there also a more individualised, hired herding of livestock for elites? Is cross-border transhumance a cause of farmer-herder conflicts in Nigeria and other countries as is often claimed (national governments blaming 'foreign' citizens for the conflicts)? Has the scale of cross-border movement of pastoralists changed in response to the ecological

and physical insecurity outlined above? These questions will be addressed using field data collected from within nomadic communities in northern Nigeria and northern Cameroon.

Les nomades peuls au Tchad face aux insécurités violentes régionales.

Djimet Séli*, Elie Doksala, Mirjam de Bruijn

*anthropologue, enseignant-chercheur, Université de N'Djamena (Tchad)

Le nomadisme peul, comme système social et économique, a connu des changements profonds dans les dernières décennies. Les raisons sont diverses, mais avec une forte influence des insécurités violentes dans la zone du lac Tchad. Avec les conflits en Centrafrique les nomades peuls ont fui les atrocités en RCA en cherchant refuge dans différentes parties du Tchad, entre autres au Sud, dans les campements de réfugiés au Mayo Kebbi et à Dourbali et Mao. Aussi les insécurités causées par la présence de Boko Haram autour du lac Tchad (un espace important pour l'élevage des peuls nomades) ont causé des déplacements et aussi dans quelques cas la fin du nomadisme. Une autre insécurité est le kidnapping par les bandits/criminels des enfants peuls pour des rançons. Au Mayo Kebbi les familles peules se sont déplacées/sédentarisées pour échapper à ces pratiques.

Dans cette communication nous explorons les changements de la société pastorale peule, plus précisément l'immobilité, la pauvreté et les quêtes des jeunes. Il y a une forte dépression parmi ces nomades qui se rappellent une vie plus belle, avec plus de liberté et assez d'espace. Nous nous demandons dans cette communication comment cette nouvelle expérience de duretés/contraintes joue sur l'identité peule nomade et sur leur possibilité de développer un mode de vie. La communication se base sur nos enquêtes ethnographiques à Dourbali et autour du lac Tchad et au Mayo Kebbi.

Mots-clés : insécurité, réfugiés, éleveurs, Peuls, Dourbali, Mayo Kebbi, Tchad.

Transhumance au sud du lac Tchad : de la contrainte climatique à la contrainte sécuritaire.

Abdouramane Tom*

*géographe, enseignant-chercheur, Ecole Normale Supérieure - Université de Maroua (Cameroun)

La plaine inondée du lac Tchad est régulièrement fréquentée par des milliers de cheptels des différents pays qui partagent les ressources en eaux transnationales. Son rétrécissement au cours des dernières décennies oblige les éleveurs transhumants à développer de nouvelles formes d'adaptation à un environnement changeant. A cela s'ajoute l'occupation d'une partie du lac Tchad par les éléments de Boko Haram depuis 2015, qui se manifeste par la recrudescence des vols de bétail et des enlèvements de personnes, rendant l'accès aux ressources difficile voire impossible. Cela oblige les éleveurs à développer d'autres stratégies de trajectoires (abords du fleuve Chari) et des sites mieux sécurisés. Vu les difficultés que subissent les éleveurs transhumants, peut-on parler de la fin de transhumance au Sud du lac Tchad ? Cette étude vise à examiner la transhumance saisonnière dans un contexte de changement climatique et d'insécurité grandissante. Nous utilisons les données primaires d'enquête auprès de 210 chefs de ménage du côté camerounais (Arrondissements de Darak, Hilé Alifa, Blangoua) et des sources secondaires dans les services déconcentrés des ministères du Cameroun en charge de l'agriculture, de l'environnement et de l'élevage. Nous constatons que, au lac Tchad, la transhumance est transnationale et constitue une des activités les plus déterminantes pour l'élevage Arabe Choa du Logone et Chari (Cameroun) et les Fallata du Tchad. Cette étude contribue à la compréhension d'un environnement changeant dont sa protection reste aujourd'hui un défi mondial. Elle contribue spécifiquement à la compréhension d'un milieu sous pression et indispensable pour les acteurs de toute les régions voisines.

Mots-clés : transhumance, changement climatique, insécurité, mutations spatiales, rives sud du lac Tchad.

Dynamiques agropastorales et enjeux de cohabitation entre agriculteurs et éleveurs au Tchad.

Frédéric Réounodji*, Djimingar Khamis, Djangrang Man-na

*géographe, enseignant-chercheur, Université de N'Djamena (Tchad)

La lutte pour l'exploitation des ressources naturelles a contribué à déstabiliser la cohabitation pacifique d'antan, qui caractérisait les relations entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs. Sous l'effet de l'évolution conjuguée des pratiques agricoles et pastorales, celle-ci est mise à mal par de nouvelles stratégies ou de nouveaux comportements visant à contrôler l'espace et les ressources naturelles au détriment des uns et des autres. Dans plusieurs régions du Tchad, la cohabitation entre agriculteurs et éleveurs sur les mêmes espaces a entraîné des conflits meurtriers pour le contrôle des ressources.

Longtemps négligés ou mal gérés par les autorités administratives et traditionnelles, ces conflits se sont enracinés avec le temps, et prennent aujourd'hui de l'ampleur dans de nombreuses localités du pays, où l'on assiste impuissant à des massacres intercommunautaires sans précédents. La situation actuelle est d'autant plus préoccupante que les populations des zones touchées par ces violences vivent dans une insécurité permanente.

Une telle problématique appelle à s'interroger sur les motivations profondes de cette brusque escalade de violences, qui opposent particulièrement agriculteurs et éleveurs, et rendent difficile la cohabitation entre ces deux communautés.

La présente communication s'intéresse aux enjeux de la cohabitation entre agriculteurs sédentaires et éleveurs mobiles sur fond des dynamiques agropastorales et d'exploitation des ressources naturelles. A partir de l'exploitation des ressources documentaires et des données collectées sur le terrain, l'article aborde d'abord les pratiques agricoles et pastorales actuellement à l'œuvre dans plusieurs contextes agro-écologiques du Tchad, analyse ensuite les enjeux de cohabitation et identifie les causes réelles de ces conflits. La réflexion s'inscrit dans la perspective d'une meilleure compréhension de l'articulation entre la lutte désespérée pour le contrôle des ressources naturelles et la nécessité de promouvoir une approche de gestion concertée, gage de la cohabitation pacifique entre les acteurs en conflit.

Mots-clés: agriculture, élevage, conflits, cohabitation, communautés, Tchad.

Impacts sur les systèmes pastoraux du basculement dans la grande insécurité du bassin du lac Tchad : recomposition des alliances ou crise de grande ampleur des systèmes pastoraux ?

Bernard Bonnet*, Sougnabé Pabamé, Bodé Sambo, Agnès Lambert, Dangbet Zakinet, Rémy Courcier, Bertrand Guibert

*économiste, IRAM, Montpellier (France)

Alors qu'en mai 2013 la déclaration de N'Djamena alertait les acteurs des politiques publiques et la société civile sur les enjeux de gouvernance et de sécurité des espaces saharo-sahéliens, une grande partie des plus grandes régions d'économie pastorale du Niger, du Cameroun et du Tchad sont aujourd'hui percutées par les conséquences de la violence qui s'est emparée du bassin du lac Tchad et d'une grande partie des zones agro-pastorales du Nord Nigeria. La portée de cette onde de choc s'étend de manière plus large encore vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest qui accueilleraient historiquement la transhumance des troupeaux sahétiens et constituaient des zones de replis essentiel lors des grandes sécheresses comme 1983/84. En Afrique centrale la violente crise centrafricaine qui persiste a projeté une grande partie des éleveurs au Tchad, au Cameroun, en RDC. On assiste à un rejet de plus en plus explicite de ceux qui de par leur mode de vie mobile et leur religion sont de plus en plus considérés comme une menace par les sociétés locales sédentaires.

A travers nos travaux sur le développement pastoral au Tchad et un travail en cours sur l'analyse des vulnérabilités des systèmes pastoraux dans les régions de Zinder nous essaierons d'analyser les dynamiques induites par cette déflagration qui se traduit au Niger Centre Est par exemple par un repli et une concentration des éleveurs dans la zone sahélienne. On y assiste à un retour massif des éleveurs qui depuis plusieurs générations parfois avaient progressivement installés leurs terroirs d'attache de saison sèche dans les zones humides de la Komadougou. D'autres reviennent de RCA via une escale de plusieurs mois très éprouvante au Cameroun lui aussi victime des groupes armés. Les quatorze grands systèmes de mobilité locaux transrégionaux et transfrontaliers qui se combinaient sans trop de heurts avec une agriculture pluviale de forte densité ont considérablement été remis en question au cours des cinq dernières années. Les alliances existantes historiquement entretenues par les groupes soucieux de préserver leurs circuits de pâturage, sont fortement mises à l'épreuve. Ce sont les espaces de production pastoraux qui sont fortement atteints avec des pertes de bétail et bergers très importantes pour certains groupes, mais en aval la filière de commercialisation qui permettait d'alimenter les marchés de consommation du géant nigérian est profondément éprouvée, notamment au Tchad où les commerçants de bétail ont dû changer fondamentalement les routes de convoyage pour contourner le bassin du Lac au prix de dépenses supplémentaires et de pertes de nombreuses vies humaines et plusieurs milliers de têtes arrachées par les parties en présence.

Au vu de cette rapide dégradation de la situation qui impacte de manière majeure sur la viabilité sociale et économique de ces systèmes de production, nous interrogerons ensuite les politiques publiques de développement pastoral qui ont promu de manière assez remarquable la sécurisation de la transhumance dans ces deux pays depuis la fin des années 1990. Comment au vu de cette profonde recomposition de l'occupation des systèmes pastoraux, les pouvoirs publics et les sociétés agro-pastorales de ces deux pays peuvent-ils enrayer une telle spirale de la violence. Vers quels systèmes de production accompagner de telles mutations de l'économie pastorale de ces vastes espaces sahélo-sahariens ?

Mots-clés : systèmes pastoraux, gestion des espaces, sociétés pastorales, lien social, économie pastorale, conflits agro-pastoraux.

Les facteurs favorisant l'émergence des maladies du bétail au Tchad.

Ban-Bo Bedanto Antipas*, Bidjeh Kebkiba

*biologiste, Enseignant-chercheur, Université de N'Djamena (Tchad)

L'introduction de la technologie alimentaire et le changement climatique ont contribué à la dégradation des ressources naturelles dans de nombreuses régions d'Afrique. Pour plus de 65% de la population africaine impliquée dans l'agriculture, le pastoralisme est l'une des pratiques les mieux adaptées. La mobilité permet aux pasteurs de chercher les meilleurs pâturages et d'optimiser la productivité de leurs troupeaux. Elle représente également une partie essentielle de leur stratégie. Mais comme tout système, le pastoralisme est confronté à des problèmes de santé, étant donné que le soutien des services vétérinaires est souvent défectueux. Actuellement, les termes de «maladie émergente» et de «maladie ré-émergente» sont utilisés pour qualifier de nombreuses maladies, souvent à bon escient, mais parfois de façon abusive. Une étude menée dans les régions de Hadjer-Lamis, de Bahr-el ghazel, du Nord Kanem et du Lac a permis de comprendre le concept de maladie dite émergente ou ré-émergente, d'identifier et d'hiérarchiser les maladies émergentes par espèce, de connaître les facteurs favorisant leur émergence et de proposer les pistes de lutte, afin de contribuer à l'amélioration de la situation zoo-sanitaire des animaux. Les fiches servant de guide d'entretiens et les entretiens individuels et des groupes ont porté principalement sur : les maladies les plus couramment rencontrées, le nom de la maladie en langue vernaculaire, les périodes de leur apparition, la manifestation clinique de ces maladies, les difficultés majeures pour lutter contre ces maladies. Les recherches dans le domaine de l'élevage pour une meilleure exploitation du potentiel des animaux et l'amélioration des conditions de vie des pasteurs sont rares parce que non encouragées et non financées. Les pasteurs ne disposent pas suffisamment d'informations sur l'état de santé des animaux et des hommes. Les éleveurs semblent bien connaître la plupart des maladies, leur période d'apparition et les conséquences socioéconomiques. Les maladies virales, bactériennes et parasitaires restent un enjeu important pour la santé des animaux dans la zone d'étude. Les plus récurrentes par espèce ont été identifiées. De nouvelles maladies chez les dromadaires, les bovins et caprins ont été rapportées. Les facteurs favorisant l'apparition, la propagation et l'émergence des maladies semblent être : les points d'eau, les pâturages, la mobilité, le changement climatique, l'accès aux services, et le manque de répondant des éleveurs.

Mots-clés : facteurs favorisants, maladie émergente, pastoralisme, éleveurs, Tchad.

Déploiement des activités extractives

La mine artisanale en Centrafrique, nouveau visage, nouveaux enjeux : les sociétés chinoises dans le Nord-ouest centrafricain.

Julie Roselyne Betabelet*

*géographe, enseignant-chercheure, Université de Bangui (RCA)

Cette communication se propose d'analyser les changements induits par la présence des acteurs chinois dans la mine artisanale dans le Nord-Ouest Centrafricain.

Depuis 2013, d'importants bouleversements sont observés dans les systèmes de production de la mine artisanale (diamant et or). A la suite des violences armées, l'organisation des territoires et des acteurs de la filière s'est fortement recomposée. Le contexte minier en Centrafrique est depuis lors caractérisé par l'intrusion de nouveaux acteurs principalement chinois. La présence se justifie par le vide laissé par le départ des collecteurs, le relèvement du secteur minier plaçant l'Etat dans une logique de recherche de nouveaux gisements pouvant progressivement conduire la mine artisanale vers la semi-industrialisation, la chute de la production du diamant inhérente aux sanctions imposées par le processus de Kimberley sur la commercialisation du diamant brut. Dès lors, l'Etat mise sur d'autres ressources dont principalement l'or. L'exploitation aurifère a connu de ce fait un regain considérable comme dans de nombreux pays à situations géopolitiques troubles. Ce secteur dominé par les petites sociétés chinoises, apparaît comme une source de revenu tant pour l'Etat que pour les populations fragilisées par les conflits.

En 2018, 37 sociétés majoritairement chinoises sont titrées en Centrafrique et disposent de permis dans le Nord-Ouest. Leur effectif ne cesse d'augmenter avec la signature de contrats dans des conditions quelquefois opaques. Comme au Ghana, ces contrats se transforment souvent en une exploitation illégale des ressources minières. Cependant, l'activité des sociétés chinoises se déroule dans un contexte de plus en plus trouble. En début d'activités, les attentes des populations sont grandes en termes de retombées économiques et sociales dans un contexte d'effacement total de l'Etat, mais également de craintes et de critiques en ce qui concerne les impacts environnementaux et les sentiments de dépossession. Les relations entre populations locales et sociétés chinoises sont de plus en plus teintées de tensions comme en témoignent les récents événements de Bozoum dans la préfecture de l'Ouham Pendé.

Dans cette communication nous voulons démontrer que l'apparition des acteurs tout en modifiant le visage de la mine artisanale est porteuse de nouveaux enjeux économiques, politiques, sociaux et environnementaux. Cette communication se focalise en partie sur nos travaux de thèse et des récentes recherches dans un cadre professionnel.

Mots-clés : mine artisanale, orpaillage, sociétés chinoises, conflits sociaux, Nord-ouest centrafricain.

Extractivisme informel au Sahara : caractérisation des phases de la ruée vers l'or au nord du Niger.

Afane Abdoukader*, Gagnol Laurent

*géographe, enseignant-chercheur, Université Abdou Moumouni, Niamey (Niger)

Depuis 2014 et la découverte inattendue de pépites dans la partie saharienne du Niger, une course enfiévrée vers la recherche de l'or mobilise des dizaines de milliers de nomades, de ruraux et d'urbains, devenus orpailleurs et venant aussi bien du Niger que des pays voisins ou plus lointains. Inattendue, massive et cosmopolite, mais aussi mouvante, violente et située dans les confins peu ou pas habités, l'exploitation de l'or est largement informelle, c'est-à-dire souvent illégale mais tolérée quoique parfois interdite. Artisanale au départ, elle devient de plus en plus mécanisée voire industrielle. Tous ces différents caractères distinctifs en font une véritable ruée vers l'or, à l'instar du modèle du genre californien du milieu du XIXe siècle, et symptomatique de ce qui se passe à une échelle plus vaste et selon des logiques similaires au Sahara et au Sahel, où s'est diffusé depuis une dizaine d'années un vaste front pionnier d'exploitation de la ressource aurifère depuis les rives du Nil jusqu'à l'Atlantique.

Notre analyse est issue de plusieurs missions d'enquêtes sur le terrain en 2018 et 2019, à la rencontre des différents acteurs de cette ruée extractive, aussi bien simples prospecteurs/mineurs qu'investisseurs dans le traitement mécanique et chimique, mais aussi agents de l'Etat et élus cherchant à l'encadrer ou à en profiter, ainsi que des transporteurs et des commerçants la rendant possible. Contrairement à l'exploitation d'autres ressources minières comme l'uranium, l'extractivisme aurifère a la particularité d'être très peu encadré à la fois par les firmes minières multinationales mais aussi par l'Etat, en grande partie dépassé et prudent. Notre approche envisage la ruée comme un cas exemplaire de mise en place d'un système de prédation des ressources naturelles complexe, mobile et évolutif, exercée par des acteurs multiples. Nous aborderons les transformations des mécanismes de régulation informelle et concertée entre les acteurs qui ont eu lieu au cours de différentes phases de la ruée que nous qualifierons. Si cette ruée produit des changements sociaux, économiques et politiques majeurs dans un espace saharien particulièrement instable, nous évoquerons aussi ses effets environnementaux et sanitaires désastreux et largement sous-estimés.

Mots-clés : extractivisme, ruée vers l'or, orpillage, conflits, Sahara, Niger.

Agriculture et sécurité alimentaire

Terre désacralisée, disputée et ventilée au rivage sud-est du lac Tchad : stratégie gagnante ou avenir hypothéqué ?

Mahamat Abdoulaye Malloum*

*socio-historien, Doctorant, Université de Maroua (Cameroun)

La terre, comme variable marchande ventilée, est devenue une réalité dans les sociétés africaines d'une manière générale et celles des localités riveraines du lac Tchad en particulier. Autrefois sacrée, elle était considérée comme une source de richesse collective, illimitée et invendable du fait qu'elle appartient à la génération actuelle, aux ancêtres qui nous ont précédés et aux générations futures. Subissant les différents événements qui se sont succédés ou/et interconnectés (colonisation, sécheresses, explosion démographique, pauvreté) à travers le temps, ses représentations ont changé. Nous assistons depuis quelques décennies à sa désacralisation, sa conquête sauvage, sa marchandisation comme tout autre bien économique banal et à la recrudescence des conflits qu'elle entraîne. Nous sommes face à une situation de dérégulation profonde dans la gestion foncière. Ce qui explique notre utilisation du concept d'anomie foncière. En effet, convoité, le foncier fait l'objet des acquisitions massives de la « classe bourgeoise » fondamentalement citadine. Cette donne, perçue comme une « injustice », a été dénoncée par ceux que nous classons dans le registre des alarmistes. Ces derniers s'inscrivent dans une logique dualiste où les « riches » dépossèdent les « pauvres paysans » de leur précieuse ressource qu'est la terre.

La question centrale abordée par cette communication, est d'analyser le phénomène de la cession des terres par les paysans aux « bourgeois citadins » et ses conséquences. De ce fait, elle vise à comprendre le processus qui a conduit à la désacralisation de la terre ; les compétitions qu'elle entraîne et les dérégulations dans sa gestion ; les raisons de sa ventilation et ses impacts sur la vie des paysans. Cette recherche nous a conduit à l'exploitation de plusieurs sources (écrites, orales, observation...) collectées dans quelques localités riveraines du lac Tchad. Pour l'analyse des données, nous avons eu recours à une approche combinatoire (diachronique, systémique et synchronique) et une vision pluridisciplinaire. Il ressort de notre étude que les cessions des terres s'inscrivent dans une logique d'adaptation aux changements climatiques, de réponse à la pauvreté et surtout d'aspiration à une vie meilleure. Cette opération permet de s'autofinancer pour l'accomplissement de projets. Dès lors, il s'avère nécessaire dans l'appréhension de ce fait social de ne pas considérer les paysans comme des victimes. Ils sont des acteurs qui, en fonction de leurs moyens, s'adaptent pour aspirer à une vie meilleure.

Mots-clés : terre, sacré, anomie foncière, stratégie gagnante, lac Tchad.

Innovations et dynamique des systèmes de production agricole dans la vallée du Logone (Extrême-Nord Cameroun).

Watang Zieba Félix*

*géographe, enseignant-chercheur, Ecole Normale Supérieure - Université Maroua (Cameroun)

La vallée du Logone est devenue depuis les inondations de septembre 2012, un terrain d'expérimentation des programmes d'innovation. Cette zone, semi-aride, est soumise à des problèmes hydroclimatiques (sécheresse et inondation), à des problèmes de gestion des ressources, et à des changements sociaux importants (démographie, urbanisation rapide), qui interrogent sur les capacités des agrosystèmes à résister, dans l'avenir, aux perturbations multiples et de continuer à répondre aux demandes en termes de sécurité alimentaire. En effet, les différents programmes implémentés depuis lors intègrent un aspect innovation tant en ce qui concerne la prévision climatique et hydrologique (stations d'observation) qu'en ce qui concerne les itinéraires techniques de production. C'est ainsi que le programme d'urgence de lutte contre les inondations a installé tout le long de la vallée des stations météorologiques afin d'alerter les paysans sur l'évolution du climat d'une saison à l'autre. D'autres projets visant à améliorer la production des sorghos repiqués et la riziculture ont aussi été mis en place. L'objet de ce travail est de recenser les actions menées et d'évaluer leurs effets réels sur les systèmes de production locaux. Comment les innovations stratégiques et techniques contribuent-elles depuis 2012 à l'évolution des systèmes de production locaux? Nous émettons l'hypothèse que les populations locales intègrent progressivement les innovations et que les effets sur la production agricole sont mesurables. L'observation de terrain constitue la principale stratégie de vérification de l'hypothèse émise. Elle se caractérise par des missions de terrain régulières depuis 2013 durant lesquelles nous avons mené des enquêtes auprès des populations locales bénéficiaires des innovations dans une demi-dizaine de terroirs villageois, les populations locales bénéficiaires des innovations, mené des entretiens avec les services techniques chargés des différents programmes de développement. Les résultats issus de l'analyse des premières données montrent des innovations relatives à la prévisibilité hydroclimatique qui renforcent la résilience des agrosystèmes locaux. A cela, s'ajoutent l'usage désormais systématique des pratiques culturales connues mais négligées (sélection des semences et espèces/variétés, intrants chimiques, mécanisation) dans les terroirs témoins de Zina, Mazera et Guirvidig.

Mots-clés : Innovation, système de production, résilience, agrosystèmes locaux, Vallée du Logone, Extrême-Nord Cameroun

Stratégies de sécurisation alimentaire dans la région de Diffa. Reconfiguration et permanence de la multifonctionnalité des terres et de la multi-activité des hommes dans les interstices de l'État d'urgence et de Boko Haram.

Jean-Francois Caremel*, Hadiza Kiari Fogou, Hamani Oumarou

*anthropologue, doctorant, LASDEL, Niamey (Niger)

A partir d'une typologie des modes de *sécurisation alimentaire* (Janin 2016) déployées par les populations déplacées par la crise dans la région Diffa (Caremel 2019), cette communication explore les stratégies « par le bas » déployées par les communautés touchées par l'insécurité et les mesures de l'Etat d'urgence. Au-delà des enjeux alimentaires, sont explorées les ruptures et les continuités des modes de production et de subsistance et, in fine, l'économie politique de l'Etat d'urgence et de Boko Haram.

La première partie du propos articule les dynamiques transversales liées au déplacement et les points communs des stratégies de subsistance qui en découlent.

Les dynamiques de déplacement des populations du Lac et de la Komadougou vers l'hinterland offre une clé de lecture des reconfigurations des relations de pouvoir et de de solidarité à l'œuvre (Hamani et al. 2017). Coincés dans des espaces qui offrent des ressources limitées, « réfugiés », « déplacés » et « retournés » redéfinissent les formes du cosmopolitisme de la région et les modes d'accès aux ressources naturelles. Les stratégies déployées s'articulent autour de :

1. Une reconfiguration des fonctions, notamment via la diffusion des activités antérieurement castées et genrées, que ce soit dans la mise en culture des terres ou dans la mise en exploitation des ressources naturelles,
2. La permanence et le renouvellement des stratégies d'exploitation des zones d'exclusion, Komadougou et Lac, via des stratégies de contournement pour maintenir un accès aux ressources de bases interdites par l'Etat d'urgence (engrais, carburant, matériel de pêche...),
3. Une centralité de la mobilité, largement contrainte par l'insécurité, les mesures de l'Etat d'urgence et les tracasseries des forces de police, ce qui reconfigure les espaces et les flux d'échange et marchands.

Dans cette redéfinition de la géographie sociale et politique de la zone, l'aide apparaît marginale dans ses contributions mais importante dans ses conséquences. Elle ne constitue souvent qu'une ressource d'appoint dans les stratégies complexes des populations qui lui échappent encore largement.

La seconde partie discute ces dynamiques à l'aune des modes de production antérieure et des mesures d'exception.

Le déplacement massif de populations, et les reconfigurations qu'il engendre, met à mal les équilibres et les modes de gestion des conflits antérieurs. Sont à l'œuvre notamment une transformation des régimes d'utilisation des ressources naturelles (marchandisation du fourrage, bois...), une remise en cause des fonctions de certains espaces (mares pastorales transformées en espaces maraîchers) et personnes (autorités traditionnelles) ainsi qu'une redistribution de certaines fonctions stratégiques (transport du poisson du Lac vers les marchés assuré par les populations peules, nouvelle rente de l'aide).

Ces ressources et leur mobilisation par les ménages dessinent une économie circulaire qui repose sur une multi-activité renouvelée des populations et une transformation de la multifonctionnalité des terres (Raimond et al., 2014). Sont ainsi recombinaées des activités de survie, la reprise d'activités antérieures adaptées aux contextes locaux (jardins de case...), et l'intégration d'innovations culturelles ou techniques importées par les populations déplacées ou saisies et diffusées par elles (rente autour du sésame, partage des moto-pompes...). Se perpétue, au cœur de la crise et en marge de l'aide certaines caractéristiques des modes de vie antérieurs et une capacité forte d'innovation syncrétique (Rangé 2017).

Pour conclure est souligné que le caractère circulaire de l'économie des ménages et les espaces qu'elle articule illustre les modalités de l'Etat d'urgence, et notamment l'évolution de ses marges au fil du temps. Nous soulignons le décalage entre les normes officielles et les normes pratiques (Olivier de Sardan 2014) au cœur de l'exercice de l'Etat d'exception. Cette entrée souligne la nécessité d'une lecture par la coexistence, la porosité et la circulation entre des formes de gouvernamentalité de Boko Haram dans le Lac et la Komadougou et l'espace d'Etat d'urgence. Elle invite enfin à une analyse fine des zones de transition ce qui conduit à re-réfléchir les politiques globales de sortie de crise basées sur l'exclusion et l'assèchement des ressources de Boko Haram.

Mots-clés : moyens de subsistance, crise, Etat d'urgence, Boko Haram, déplacement forcé, Komadougou, lac Tchad.

Session 4 - Changements politiques et territoriaux

Le 29 janvier 2020 (salle 2)

Le 31 janvier (salle 1)

L'histoire des populations dans le bassin du lac Tchad a largement été liée aux conditions climatiques auxquelles elles ont su s'adapter. Elle est aussi façonnée par les organisations sociales diversifiées, l'histoire politique particulière de la région et les relations multiples avec les villes. La croissance démographique, l'urbanisation, l'accroissement de la demande alimentaire locale et les politiques de décentralisation modifient les hiérarchies urbaines, recomposent les pouvoirs et les territoires. Les conflits pour l'accès aux ressources naturelles se multiplient, entre autochtones et allochtones, sédentaires et transhumants, mais aussi au sein de groupes dont les besoins s'individualisent et les rapports de force évoluent. À l'échelle régionale, le rapport aux ressources, les migrations et des flux commerciaux reconfigurent les hiérarchies entre les territoires et sont fortement perturbés par les crises liées aux groupes armés.

Le champ des propositions s'ouvre ici aux politistes en plus des historiens, géographes, sociologues, anthropologues. Les propositions ont été nombreuses dans de nombreux domaines et face à l'actualité de la région qui pose la question de la gouvernance, le comité scientifique a choisi de consacrer une partie importante du colloque aux débats portant sur ce sujet. Les 19 présentations regroupées dans ce thème sont réparties en cinq grandes thématiques : les frontières et la coopération transfrontalière, les processus de décentralisation, les insécurités et les politiques sécuritaires, le développement urbain et les trajectoires de développement en contexte d'insécurités. Elles témoignent de l'intérêt des chercheurs pour ces thématiques et de leur mobilisation pour contribuer à comprendre les fondements de la crise régionale.

Frontière et coopération transfrontalière

La patrimonialisation du bassin tchadien, quels enjeux ?

Marabé Nga-Odjilo*, Kouyoumta Agard

*géographe, enseignant-chercheur, Université de N'Djamena (Tchad)

La communication vise à comprendre les enjeux d'une mise en patrimoine récente du bassin tchadien, notamment dans sa partie tchadienne. Depuis quelques années, le Tchad s'est engagé dans un processus de patrimonialisation de plusieurs territoires. En l'espace de quatre années, deux territoires majeurs sont inscrits au patrimoine mondial : les lacs Ounianga, comme patrimoine naturel, en 2012 et le massif de l'Ennedi, devenu patrimoine naturel et culturel en 2016. Le dossier du Parc National de Zakouma est également déposé par le gouvernement tchadien devant le Centre du patrimoine mondial et suit le long processus de son inscription, tandis que celui du lac Tchad est un dossier commun au quatre pays riverains. Pour ce qui concerne la partie tchadienne, l'une des préalables pour le gouvernement tchadien, avant l'inscription de deux sites au patrimoine mondial est leur classement comme patrimoine national conformément à la loi sur la protection de sites historiques promulguée au début de l'indépendance du pays, en 1962. Cette loi vient d'être toilettée et la nouvelle version, adoptée par le parlement tchadien, intègre la notion de patrimoine. Par ailleurs, entre 2012 et 2016, une véritable « diplomatie du patrimoine » est mise en place, se concrétisant par un échange d'amabilité entre le Chef de l'Etat tchadien et la Secrétaire Générale de l'UNESCO, qui se sont rendu visites mutuellement. La visite du Président Tchadien avait pour objectif la remise, à l'UNESCO, d'une réplique de la tête de Toumaï, désormais exposée dans le hall de cette organisation et, au même moment, un éphémère ministère de la Culture, des Arts et de la Conservation du Patrimoine fut créé. Tout cela nous amène à nous interroger sur l'intérêt subit du gouvernement tchadien pour le patrimoine, de manière générale, et pour le patrimoine mondial en particulier. Paradoxalement, des biens patrimoniaux, liés à l'histoire du Tchad et à son identité culturelle sont détruits (on peut citer le camp Koufra, des vieux quartiers de N'Djamena, le tata d'Abéché, etc.) ou en phase de dégradation avancée, faute d'entretien, comme les sites Sao, tout autour de la ville de N'Djamena qui connaît une urbanisation anarchique. Lorsqu'on s'interroge sur le patrimoine mondial dans le contexte tchadien, beaucoup de questions fusent. La perception et la politique du patrimoine par les pouvoirs publics semblent être à la fois ambivalentes et ambiguës ; les populations locales, au niveau des sites déjà inscrits, expriment des attentes quotidiennes plus concrètes auxquelles la mise en patrimoine n'apporte pas encore de réponse.

Mots-clés : Patrimonialisation, patrimoine mondial, enjeux du patrimoine, bassin tchadien.

Les festivals culturels transfrontaliers dans le bassin du lac Tchad : entre coopération transfrontalière et appartenance interethnique.

Pongo Yaksadi *

*Enseignant-chercheur Ecole Normale Supérieure - Université Maroua (Cameroun)

La coopération transfrontalière en Afrique a toujours été au centre des préoccupations des africains. Au cours de l'histoire de l'Afrique, le concept de frontière a beaucoup évolué. On quitte la frontière culturelle ou ethnique aux temps jadis et on arrive sur les frontières linéaires imposées par les Européens. Ceux-ci avaient instauré un système dit de politique de séparation pour mieux régner. Dès lors, les frontières furent démarquées et les communautés qui, autrefois, avaient été unies par des liens culturels, car issues de la même culture, se retrouvent divisées. Cette division marque un pan de l'histoire en Afrique. Plusieurs relations de coopération naissent avec notamment le cas des relations internationales. Avec le processus d'instauration des libertés d'expression et d'association vers les années 1990 où les associations ethniques avaient la possibilité de se manifester culturellement, naissent plusieurs idées de regroupements ethniques. Il s'agit des festivals culturels transfrontaliers des peuples massa, toupouri et moussey qui se retrouvent de part et d'autre de la frontière entre le Cameroun et le Tchad et dans une large mesure au Nigeria. Dans ce cas, les peuples séparés pendant plusieurs années par la frontière se retrouvent unis culturellement et renforcent leur relation. Ces festivals sont célébrés de manière rotative et constituent une sorte de coopération transfrontalière. C'est ainsi qu'on retrouvera un même peuple dans deux ou trois pays et ayant les mêmes us et coutumes. Il s'agit de montrer l'autre perception des festivals culturels transfrontaliers dans le bassin du lac Tchad, considérés comme des véritables instruments locaux de renforcement des relations transfrontalières. Nous avons recueilli des données écrites portant sur la coopération et les manifestations culturelles, et avons tenu des entretiens et pris part aux différentes manifestations culturelles. Il en ressort que les célébrations culturelles, outre leurs enjeux socioéconomiques, demeurent des mobiles nécessaires pour garder pérennes les relations transfrontalières en Afrique, précisément dans le bassin du lac Tchad. De nos jours, les frontières artificielles laissent libre cours à celles culturelles qui rapprochent davantage, les liens sociaux, renforcent de même les liens culturels entre ces différents peuples. Ceci marque inéluctablement une marche vers le processus de renforcement de la coopération transfrontalière à l'échelle locale.

Mots-clés : festivals, festivals culturels, frontière, coopération transfrontalière.

Conflits et continuité culturelle entre les communautés transfrontalières de Blangoua (Cameroun) et de Mahada (Tchad).

Kangantlam Alexis*, Sambo Armel

*Enseignant-chercheur, Ecole Nationale Supérieure Polytechnique - Université de Maroua (Cameroun)

Au moment où les Etats du bassin du lac Tchad ont amorcé la phase de gestion post conflit Boko Haram, il est intéressant de développer une politique coordonnée et intégrée de réconciliation et de renforcement de la cohésion sociale des communautés. Une perspective transfrontalière est dans ce contexte intéressante car très souvent de part et d'autre des frontières, on retrouve une même communauté ethnique, partageant les mêmes ressources naturelles. Cette communication vise de ce fait à analyser les différents problèmes et les conflits survenant entre les communautés transfrontalières de Blangoua (Cameroun) et de Mahada (Tchad). Ce faisant, elle met en exergue les mécanismes communautaires de promotion de la paix et de résolution de conflits dans ces communautés partageant le fleuve Logone comme frontière. Précisément, quels sont les conflits transfrontaliers observés entre les populations de Mahada et de Blangoua et quels sont les mécanismes et les pratiques communautaires mises en place pour résoudre ces différends ?

Cette recherche s'appuie sur des entretiens individuels, des focus groups, l'observation des activités sur le fleuve Logone et l'exploitation des données écrites (archives, rapports, journaux, travaux scientifiques, etc.). Il en ressort que la coexistence entre ces deux communautés ne se passe pas sans heurts. Plusieurs problèmes et conflits (les conflits de pêche, les conflits agro-pastoraux, la coupe abusive du bois, les problèmes de mobilité des personnes et des biens, les mouvements des pachydermes, etc.) ont été identifiés. Mais à chaque fois que la paix a été rompue, ces différentes communautés ont et continuent d'initier des procédures de normalisation et de pacification. L'on peut citer entre autres l'arbre à palabre, la coopération entre les autorités traditionnelles, la médiation des hommes âgés, les soirées culturelles, l'opérationnalité des comités transfrontaliers et des associations ethniques à couverture internationale et les activités ludiques entre les populations, les festivals, le conseil des jeunes, etc. La mise en place d'une gestion intégrée des projets permettront aux frères à travers les frontières d'identifier, d'élaborer et d'exécuter des plans de gestion de l'espace, des ressources et des cadres de dialogue où la frontière ne constituera plus une fracture mais une unité dans la diversité des ressources et des relations bien organisées et gérées.

Mots-clés : conflits, communautés, transfrontalières, mécanismes endogènes, Blangoua, Mahada.

Les échanges commerciaux dans le bassin du lac Tchad entre décadence et défi sécuritaire de la nébuleuse transfrontalière de Boko Haram : le cas de la ville camerounaise de Kousseri et la capitale tchadienne N'Djamena.

Abdoulaye Abakar Kassambara*, Zakaria Beine

*historien, enseignant-chercheur, Université de N'Djamena (Tchad)

Le bassin du Tchad est une zone dynamique depuis des lustres grâce à une population nombreuse et diverse qui est attirée par différents cours d'eau qui arrosent le bassin. Cette population bâtit des royaumes et des sultanats tels que celui du Kanem, du Kanem Bornou et du Baguirmi. Ces structures politiques établissent des relations commerciales avec des royaumes en Afrique jusqu'en Orient. Tandis que les échanges locaux, sous forme de troc, entre les différentes communautés d'agriculteurs, d'éleveurs et de pêcheurs restent intenses, la répartition du bassin en zone d'influence entre les puissances colonisatrices, à la fin du XIXe siècle, avait entraîné une mutation politique et économique. La première se matérialise par la dislocation de ces structures sous le contrecoup de la colonisation et la seconde se manifeste par le changement du circuit économique et par le déversement des produits de traite, dans des marchés de la zone, qui sont ventilés par des colporteurs ou par des maisons de commerce européennes. La ville camerounaise de Kousseri, juxtaposant la capitale tchadienne N'Djamena, devient ainsi un carrefour commercial par lequel transitent l'importation et l'exportation tchadiennes. Parallèlement, des activités de contrebande se développent entre les deux villes et les habitants de N'Djamena, attirés par des bons prix de denrées de tout genre, s'approvisionnent dans le marché central de Kousseri. Mais le développement de la secte de Boko Haram, au nord du Nigeria, porte un coup d'arrêt à l'activité économique et commerciale de ces deux villes. En effet, les axes du ravitaillement sont bloqués et les circuits commerciaux s'effondrent.

Mots-clés : crise, commerce import-export, effondrement, sécurité, Kousseri, N'Djamena.

Insécurité, opportunités économiques et reconfiguration des circuits commerciaux entre le Nord du Cameroun et le Nord du Nigeria.

Pahimi Patrice*

*historien, enseignant-chercheur, Université de Maroua (Cameroun)

Les régions septentrionales du Cameroun et le Nord du Nigéria sont liées par une longue tradition d'échanges renforcée par la proximité géographique, et une communauté ethnique transfrontalière non moins importante. Ce qui notamment a servi de tremplin au développement des relations économiques transfrontalières, surtout par voie de contrebande commerciale, et très peu de commerce formel dans cette zone réputée pour son dynamisme et l'ancienneté de ses réseaux commerciaux. Malheureusement, la dynamique commerciale transfrontalière longtemps alimentée par la contrebande et autres réseaux commerciaux (import et export), va, dès la fermeture par le Nigéria de sa frontière avec le Nord du Cameroun, subir un sérieux coup. Les actions déstabilisatrices de la secte terroriste Boko Haram (attentats et autres attaques) vont ainsi entraîner des effets économiques et financiers assez sévères, dans la mesure où elles vont progressivement entraîner la chute des recettes douanières, mais aussi une profonde déstructuration de l'économie de la région de l'Extrême-Nord et de l'ensemble du bassin tchadien. Ainsi, la dynamique économique et marchande depuis longtemps en vigueur dans cette région est progressivement tombée en panne. La radicalisation du phénomène Boko Haram est venue freiner cet élan. Le « commerce officiel » ainsi que la contrebande en sont visiblement affectés. Les échanges entre l'Extrême-Nord du Cameroun et les villes nord nigérianes de Maïduguri et Kano, pour ne citer que celles-ci, sont désormais assez risqués. Certains commerçants et courtiers qui tiraient profit du commerce transfrontalier se sont vus en partie ruinés. D'autres au contraire ont plutôt trouvé en cette situation une opportunité d'affaires. La crise a en effet révélé leur génie et donc leur capacité à capitaliser ou à rentabiliser la crise, mais aussi l'économie de guerre. Alors que l'insécurité paralyse diverses activités économiques, ces nouveaux acteurs autrefois anonymes sont devenus à la faveur des contingences économiques et sociales globalement jugées défavorables, de véritables entrepreneurs économiques. On assiste ainsi à l'émergence d'une nouvelle classe sociale désormais connectée à des réseaux commerciaux nouveaux tels que Dubaï, Douala, mais aussi Cotonou et Lagos. D'autres encore expérimentent avec satisfaction le secteur des prestations de service auprès des organisations humanitaires qui ont investi la zone depuis bientôt sept ans. Cette étude entend ainsi mettre l'accent sur l'insécurité due à Boko Haram comme un tremplin pour la redéfinition des activités économiques et la reconfiguration des axes commerciaux transfrontaliers dans le bassin du lac Tchad et au-delà. Elle s'appuie sur des données empiriques, analysées dans une perspective critique (qualitative et une approche inductive).

Mots-clés : Boko Haram, bassin du lac Tchad, insécurité, réseaux commerciaux, axes commerciaux.

La gestion des frontières interétatiques au prisme des menaces transnationalistes et des changements climatiques dans le bassin du lac Tchad : une rupture consommée.

Abdouraman Halirou*

*historien, enseignant-chercheur, Université de Ngaoundéré (Cameroun)

Depuis leurs indépendances célébrées au début des années 1960, les Etats du bassin du lac Tchad ont chacun administré leurs frontières internationales de façon unilatérale. Cela obéissait à des comportements post-indépendantistes qui appelaient à des égoïsmes nationaux. Chaque Etat a alors transformé les frontières interétatiques en frontières nationales. Cela s'est, par exemple, manifesté au Cameroun par la création en 1985 de la Commission Nationale des Frontières et, une année plus tard (1986), au Nigéria par le lancement de la *National Boundary Commission*. Cette «nationalisation» a forcément des conséquences sur les relations transfrontalières. L'on a alors assisté à la prolifération des conflits frontaliers récurrents entre les Etats de la sous-région. Presque toutes les frontières internationales du Cameroun ont alors été «chaudes». Le point culminant de ces oppositions frontalières est symbolisé par le conflit frontalier Cameroun-Nigéria, communément connu sous le nom de Conflit de Bakassi.

Depuis quelques années, la donne a beaucoup changé. Les changements climatiques et surtout les menaces transnationalistes (portées essentiellement par des bandits de grand chemin, des preneurs d'otages transfrontaliers, Boko Haram, les Anti-Balaka) ont poussé les Etats à coopérer dans la gestion de leurs frontières internationales communes et même de leurs borderlands. Des commissions bilatérales se sont alors constituées pour sécuriser les frontières communes. L'on est même passé à la gestion multilatérale de la frontière. Le cas de la FMM est un bel exemple de cette rupture administrative. Les égoïsmes étatiques ont cédé la place à des coopérations transétatiques. Les Etats ont plus ou moins compris que dans son essence la frontière est un concept relationnel. Et à ce titre sa gestion ne peut qu'être que conjointe.

Dès lors, le but de cette communication est de proposer une discussion sur le changement idéologique en matière de gestion des frontières interétatiques, marquée par des changements climatiques majeurs et surtout les menaces sécuritaires transfrontalières. Partant essentiellement des enquêtes de terrain, cette réflexion se fonde sur le fait qu'aucun Etat à lui seul ne peut venir à bout des menaces transnationalistes, les Etats continus du bassin du lac Tchad n'ont plus le choix de gérer seuls leurs membranes.

Mots-clés : gestion, frontières interétatiques, changements climatiques, menaces sécuritaires transnationales, bassin du lac Tchad.

Décentralisation

La décentralisation et la santé communautaire à Mbang fulbé dans l'arrondissement de Nganha (Adamaoua-Cameroun).

Patrice Wam Mandeng*

*socio-historien, enseignant-chercheur, Université Ngaoundéré (Cameroun)

Suivant le ton donné par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Cameroun, comme plusieurs pays d'Afrique au sud du Sahara, s'est véritablement engagé depuis les années 1970, dans un processus de réforme quasi permanente de son système de santé, qui lui-même est entré dans une phase critique au début des années 1980, période fortement marquée par la crise économique. Dans le but d'atteindre l'objectif « santé pour Tous à l'an 2000 », le Cameroun avait choisi de faire de la santé primaire une stratégie essentielle, conformément aux résolutions de la conférence d'Alma-Ata en 1978. La véritable crise économique qui fait passer au rouge tous les indicateurs économiques et fait en même temps du Cameroun le pays africain à s'être le plus appauvri entre 1985 et 1993, apparaît inéluctablement comme une impulsion ou mieux, un facteur encourageant la recherche de nouvelles stratégies de survie dans tous les domaines stratégiques au nombre desquels figure en bonne place le transfert des attributions de l'Etat vers des collectivités territoriales ou des institutions publiques, pour qu'elles disposent d'un pouvoir juridique et d'une autonomie financière. Cet article s'emploie à lever un pan de voile sur l'impact de cette décentralisation sur le domaine de la santé publique qui implique une réelle participation de la communauté de Mbang-fulbé à l'amélioration de sa santé.

Mots-clés : décentralisation, santé, santé communautaire, arrondissement.

Décentralisation et réinvention de la gouvernance territoriale au Nord-Cameroun : quand la logique des acteurs prime sur la dynamique institutionnelle.

Alawadi Zelao*

*sociologue, enseignant-chercheur, Université de Dschang (Cameroun)

Dans beaucoup de pays africains, la décentralisation a émergé dans le sillage des processus démocratiques des années 1990 (Nach Mback, 2003). Au Cameroun, bien que consacrée par la loi fondamentale de 1996 et articulée par la loi d'orientation de 2004, c'est en 2010 que la décentralisation est entrée dans sa phase de mise en œuvre avec les transferts de ressources et de compétences en direction des collectivités territoriales décentralisées (CTD). Du point de vue normatif et institutionnel, la décentralisation constitue un puissant levier de développement et de participation citoyenne. Dans cette visée, elle apparaît comme une plus-value dans le management des affaires publiques locales. Cependant, bien que codifiée la décentralisation n'échappe pas à une réappropriation équivoque par les acteurs qui l'investissent d'un ensemble d'orientations, de rationalités et d'utilités (Olivier de Sardan, 2009 ; Alawadi Zelao, 2017). Bien plus, au travers de la décentralisation, la gouvernance territoriale se réinvente sous le schéma d'une triple configuration : patrimonialisation des ressources et des compétences, exacerbation de conflits d'autorité et de leadership, et rémanence de centralisme institutionnel dans les institutions communales. Loin de la teneur institutionnelle, cet article se propose d'analyser le processus de la décentralisation au Nord Cameroun comme une « opportunité » (Oberschall, 1973) pour les acteurs (élite, chefs traditionnels, autorités administratives, communes, etc) qui développent moult stratégies et astuces pour en tirer des avantages subséquents. Il s'en suit dès lors que la décentralisation est tendanciellement vidée de son potentiel sur le développement local. Tout en mobilisant la matrice de la « sociologie de l'institution » (Lagroye et Offerlé, 2006) combinée à la « socio-anthropologie de la décentralisation » (Olivier de Sardan, 2009), l'article privilégie les données de terrain (entretien, observations empiriques) qui cernent les comportements des acteurs en contexte de mutation institutionnelle.

Mots-clés : décentralisation, gouvernance territoriale, patrimonialisation, centralisme institutionnel, élite, Nord Cameroun.

Decentralization reforms: a landmark moment to create cohesive local political arenas or a further step to ward ethnic divisions? Local actors, fragmentation and conflicts in the Guéra region.

Valerio Colosio*

*anthropologue, chercheur associé, Université du Sussex, Brighton (Royaume-Uni)

In my experiences in Chad both as NGO worker (2010 – 2011) and researcher (2014 – 2016), I was struck by the variety of political actors: deconcentrated, decentralised and customary authorities, humanitarian organisations, national and international NGOs were all deeply involved in the local political arena. This landscape is something relatively recent. According to the European Union (2015), between 1992 and 2014 the number of civil society association in Chad increased tenfold together with a dramatic upsurge of administrative divisions at all levels (provinces, departments and city councils). Chad is not an isolated case: since the 1990s, most of the Sahelian states implemented governance reforms formally aimed to decentralise the political power. These reforms marked the political life of these countries and triggered a variety of dynamics in Sahelian national and local political arenas. Catherine Boone (2003) comparatively analysed the cases of Senegal, Ivory Coast and Ghana. She distinguishes between a decolonial period (the 1950s – 1970s) and a decentralisation period (1980s onward) and describes the continuity between them marked by the effort of urban elites to keep control over the rural areas of their countries. Eric Hahonou (2008) notes that African countries were often forced to decentralisation reforms by the Donors. Analysing Benin and Niger, he claims that these reforms sometimes enabled access to new forms of elites to power, but they did not radically affect the way power is exerted. In Chad, decentralisation officially started with the 1996 constitution recognising decentralised authorities and opening new spaces for civil society organisations. This constitution – subsequently amended in 2005 and 2018 – comes from the work of the National Sovereign Conference of 1993, where different actors cooperated to create a formally multiparty political system, following the promise made by President Deby when he got the power, in December 1990.

The outcomes of this political process are debated. Robert Buijtenhuijs (1998: 347) uses Bayart idea of “authoritarian restoration” to define the process of formal democratic transition tackled by Chad. However, he emphasises how it opened new space for expression, contributed to reducing the violence and led to a broader will of a functioning state. Following researches highlighted how the newly created institutions and their modalities of action tend to extend the control of the state co-opting previous opponents (Debos 2013) or negotiating with them creating a sort of reciprocal control (Brachet, Scheele 2019: 283 - 291). Moving from the findings of a nine months fieldwork in the Guéra region (2014 – 2015) and further visits in 2016, this paper aims to locate decentralization reforms in the historical political changes of Chad. It explores the overlapping of contemporary political struggles with the memories of the past and assess the multiple impacts of governance reforms. Triangulating observations of struggles for power in the Guéra region with memories of the past, the paper emphasizes ruptures and continuities on the local governance; and highlights the importance of governance changes, analysing their impact on the social cohesion of the region. I assess if the policies triggered by decentralization reforms are a radical breakthrough from the past, leading to the consolidation of a new form of state

and new interactions between different local groups; or need to be interpreted in continuity with the conflictive political landscape and the violent and authoritarian mood of governance coming from colonial time. Should we consider political reforms of the 1990s a turning point to explain contemporary political dynamics in Chad or are they in continuity with previous forms of governance? Are these reforms contributing to the growing instability of the area or are they preventing further deteriorations by creating new opportunities for interactions?

The paper starts with an analysis of how decentralized authorities were set in the 1996 constitution, how they have been effectively implemented during the 2000s and what are the main features of the last constitutional reforms. It notices how the state increased deconcentrated and traditional authorities in number and importance in rural areas, while established decentralized authorities only in some cities through, the election of the city councils in 2012. An element that connects this theoretical part with my ethnographic data is the importance of the cantons, whose number kept increasing all over Deby presidency. In Guéra, local people had a strong feeling about the recent “mushrooming” of cantons. During my fieldwork, only one canton was created; still, there was local talk about at least three new cantons which were considered as going to be recognized soon and a new sultanate replacing a canton and ruling over a broader territorial area. The hyperbole of local talks about new cantons’ creation coupled with a lack of transparency in the decisional processes related to it. In this general framework, the paper explores the quest of the local group of blacksmiths for a canton and the importance for them to have it as a crucial political recognition. Having a recognized canton chief means “becoming citizens” among the head of families I interviewed during the research, who used canton names as synonymous of the ethnic group they represent and consider them the more relevant local politics categories. In the light of these considerations, decentralisation do not seem to open radically new arenas for debates, but to rather increase the role of the central authorities in local debates and to boost competition among local elites. Although these dynamics seem to increase political competition, they do not appear as a radical rupture with the past. The stories of cantons’ establishment in Guéra, as well as the political struggles on customary level described by De Bruijn and Van Dijk (2007) in the 1970s suggest continuities on these aspects. Decentralization in rural Guéra seems to boost dynamics of competition for local resources originally triggered by the colonial administrative divisions and reproduced by the following regimes. The paper explores this type of governance assessing it through categories such as “interwar” (Debos 2016) and “decentralized despotism” (Mamdani 1996); and emphasizing the continuities between colonial “civilization” and post-colonial “development” (Cooper 1997, Rossi 2015) that is deeply entangled with contemporary decentralization reforms.

Keyword: Chad, Decentralization reforms, Ethnic conflict, Political Anthropology

Insécurité et politiques sécuritaires

Récits kanouri dans l'Extrême-Nord du Cameroun : Coran, commerce, Boko Haram.

Saïbou Issa*

*historien, enseignant-chercheur, Ecole Normale Supérieure - Université Maroua (Cameroun)

Cette communication donne la parole à trois générations de Kanouri de l'Extrême-Nord du Cameroun sur trois questions structurantes de leur histoire depuis les années 1940.

- D'abord le rapport à l'Islam et la diffusion des savoirs dans une logique confrérique qui a vu se perpétuer et s'épanouir des doctes sous un modèle liturgique devenu référentiel, revigorant l'image de toute la communauté. Jusqu'à ce qu'adviennent les nouveaux oulémas. Ce fut la première crise d'adaptation.
- Ensuite le rapport aux échanges à travers le contrôle des circuits d'approvisionnements transfrontaliers et des mécanismes de distribution locale reposant sur des liens identitaires et des contrats de confiance tacite fondés sur le partage de l'Islam. Jusqu'à ce que Peuls, Arabes Choa et Kotoko s'en mêlent et que s'ouvrent de nouveaux circuits d'importation, notamment vers l'Orient. Ce fut la deuxième crise d'adaptation.
- Ensuite le rapport à l'insurrection de Boko Haram, son personnel, sa régionalisation, ses effets sur les référents religieux kanouri (marabouts, Goni, écoles coraniques...), sur leurs modes de production, sur le rapport aux autres communautés et à l'Etat, etc. C'est la troisième crise, peut-être transitionnelle.

Les témoignages illustreront, sous le prisme de la société kanouri, les étapes de la déconstruction des legs du passé sous l'effet des influences nouvelles. Ils pourront aussi ressortir les réceptivités et les résistances aux nouvelles offres idéologiques. Ce sera enfin le lieu de questionner les réponses de l'Etat au plan éducatif, sécuritaire et moral entre la fin des années 1970 et nos jours.

Mots-clés : Kanouri, islam, commerce, Boko Haram, Cameroun.

Identifier et contrôler dans le contexte d'insécurité au Tchad.

Kelma Manatouma*

*politiste, doctorant, ISP Paris (France)

Aujourd'hui, avec la montée de l'insécurité transnationale, on assiste de plus en plus à des rhétoriques politiques de légitimation de la technique de l'identification au Tchad. En 2002, le gouvernement tchadien a choisi d'introduire la technique biométrique dans le dispositif d'encartement des individus. Cette technique, selon le discours des acteurs politiques et sécuritaires, pourrait permettre à l'Etat de lutter contre l'usage des faux papiers d'identité dans le contexte où l'insécurité nationale et transfrontalière est de plus en plus galopante. Après l'attentat « terroriste » de 2015 devant le commissariat central et le marché de Ndjamena, le gouvernement a soumis à l'assemblée nationale une proposition de loi préconisant un renforcement de dispositif de sécurisation de la carte d'identité dans les différents centres d'identification. Ceci a notamment contribué à la mise en place d'une commission de « contrôle et vérification » dans chaque centre d'identification afin de pouvoir déceler d'éventuels demandeurs des papiers d'identité qui en réalité ne seraient pas des « vrais tchadiens ». Pour les membres de cette commission, est suspect tout détenteur de papiers d'identité tchadiens qui habite dans les zones frontalières du pays. Afin d'identifier les « faux » des « vrais » Tchadiens, un « récit d'authenticité » est mené en langue locale et des questions relatives aux dates et lieux de délivrance des extraits d'acte de naissance sont souvent posées. Cette pratique conduit à des logiques de distinction et de discrimination de certaines communautés frontalières, car elle contribue ainsi à la singularisation et à la définition d'une « identité nationale » « authentique et exclusive ».

Dans le cadre de cette communication, j'envisage décrire le travail des agents de cette commission de contrôle et de vérification des identités dans le service de délivrance de carte d'identité du commissariat central de Ndjamena. Il s'agit d'analyser les discours que mobilisent les acteurs de ce service d'identification dans la construction de la figure du « suspect ». Je m'appuierai sur des enquêtes ethnographiques que j'ai réalisées à la commission de « contrôle et de vérification » des identités de N'Djamena en juillet 2016 et septembre 2017.

Portée et limites des mesures d'exception prises par les pouvoirs publics pour la Province du lac Tchad.

Robert Madjigoto*

*géographe, enseignant-chercheur, Université de N'Djamena (Tchad)

La zone du lac Tchad, malgré les potentialités économiques, semble être une zone où la présence de l'administration publique n'est pas très marquée dans les quatre pays. Le Tchad depuis le début 2015, a fait l'objet des attaques Boko Haram. Cette secte a causé l'assassinat de plusieurs centaines de personnes. Ce phénomène a fortement affecté l'économie régionale du bassin du lac Tchad. La violence a culminé en 2015, avec des attentats-suicides dans la capitale et la région du Lac. Au début de 2017, la violence déclenchée par Boko Haram avait déjà fait, plus de 100 000 déplacés internes et 7 000 réfugiés sur le sol tchadien. La première réaction légitime des pays est celle de sécuriser les populations de la zone du théâtre. Cela s'est traduit par l'intervention des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) des quatre pays. Le Tchad est intervenu avec le plus grand contingent dans la lutte contre Boko Haram. Des restrictions dans les mouvements des populations ont été instaurées. Les échanges économiques entre le Tchad et le Nigeria ont été suspendus.

Devant la multiplication des attaques et attentats-suicides dans les villages frontaliers avec le Nigeria, l'état d'urgence a été décrété le 9 novembre 2015 et prolongé jusqu'au mois de mars 2016 au Tchad. Un couvre-feu est instauré entre 18 heures et 6 heures ; l'armée a dépêché plus de 5 000 hommes qui procèdent à des perquisitions, multiplient les fouilles et les contrôles dans la zone du lac Tchad.

Du point de vue humanitaire, la Province du Lac a fait l'objet d'interventions de beaucoup d'ONG humanitaires aussi bien du système des Nations Unies que locales. Les interventions portaient essentiellement sur l'appui humanitaire apporté aux déplacés de ces événements. Pour contrecarrer la velléité des jeunes du lac Tchad à regagner la secte Boko Haram les pouvoirs publics tchadiens ont pris des mesures exceptionnelles pour renforcer le développement de la Province. La promotion de l'emploi des jeunes de la zone apparaît aussi comme une autre paire de manche dans cette lutte. Une enveloppe importante d'argent a été consentie par les pouvoirs publics pour le développement de la province. Les partenaires intervenant dans la zone doivent, dans la mesure du possible, privilégier la main d'œuvre locale dans leur activité.

Devant toutes ces mesures, il est judicieux de s'interroger sur leur portée et leurs limites et c'est l'objet de cette contribution. Les sources des données utilisées proviennent de la documentation, des observations de terrain et d'entretiens avec les autorités et les habitants de cette zone.

Mots-clés : Boko Haram, mesures d'exception, aide humanitaire, Tchad.

L'impact des mesures d'Etat d'Urgence sur la région de Diffa au Niger depuis 2015.

Igodoe Abdoulaye*

*politiste, Doctorant, Université Catholique de Louvain-Belgique / Université Abdou Moumouni, Niamey (Niger)

La région de Diffa pleine de ses 240 000 réfugiés, déplacés, retournés, vit sous le régime de l'état d'urgence depuis le 10 février 2015, une mesure d'exception prévue par la Constitution du 25 novembre 2010 et régie par la loi N°98-24 du 11 Aout 1998 complétée par la loi n°2015-97 du 19 Avril 2015 « en cas de péril imminent ». Les mesures prises furent : l'évacuation des îles nigériennes du lac Tchad soit 25 000 personnes, l'interdiction des motos, la fermeture de certains marchés, l'interdiction de la pêche et la restriction de l'accès à la terre, aux engrais et au carburant nécessaires à la production du poivron rouge, qui avant la crise, était qualifié d'«or rouge» du Niger, et un couvre-feu interdisant la circulation des véhicules et piétons à certaines heures de la nuit. Ces mesures ont été longuement critiquées comme incohérentes et inefficaces. Cependant les recherches ont permis de montrer leurs effets positifs et négatifs à différents niveaux. L'intérêt de cette recherche est de pouvoir observer l'impact de la gouvernance sur un système régional local et les changements politiques, économiques et sociaux engendrés. Il s'agit de données primaires recueillies grâce à diverses méthodes scientifiques sur l'ensemble de la région et auprès des autorités depuis 2016. Sur le plan sécuritaire, l'état d'urgence a certes permis un certain retour au calme et de contrôler, de contenir les mouvements des groupes extrémistes, mais il a aussi occasionné paradoxalement la montée d'une petite criminalité urbaine (vol, vente et consommation de drogue, dépravation des mœurs, délinquance juvénile, prostitution). Sur le plan économique il faut noter la baisse du pouvoir d'achat des chefs des ménages, une hausse des coûts des produits de première nécessité, la réorganisation de certains secteurs économiques, l'impact sur la collecte des taxes des mairies, exception faite de Diffa qui se voit redynamisée économiquement. Sur le plan socioculturel, l'état d'urgence a contribué à la dégradation de la qualité des services de santé et de l'éducation, à la perte de plusieurs emplois chez les jeunes notamment ceux du secteur du transport en moto. Il faut aussi souligner que l'état d'urgence a également contribué à l'abandon ou la modification de certaines valeurs culturelles telles que les festivités à l'occasion des mariages et des baptêmes, les rencontres religieuses et autres fêtes coutumières. L'observation révèle une réorganisation sociale, la modification de la taille des foyers, des habitudes de consommation.

Mots-clés : Politiques publiques, état d'urgence, Diffa, Niger.

Dynamiques du développement urbain

Une urbanité nomade ? La trajectoire urbaine originale de Zinder (Niger).

Adamou Abdoulaye*, Laurent Gagnol
*géographe, Université de Zinder (Niger)

Cette communication s'intéresse à la trajectoire urbaine originale de la ville de Zinder au sud du Niger, en la replaçant dans la longue durée. Depuis l'origine de sa fondation au XVIII^e siècle, Zinder n'a jamais été homogène tant du point de vue morphologique que des identifications ethniques. Il s'agit d'une ville double (les deux quartiers initiaux étant Birni et Zango), marquée par les échanges caravaniers et les contacts entre nomades touaregs et sédentaires kanouris et haoussas. Devenue capitale de la colonie du Niger, elle a néanmoins été très vite remplacée par Niamey. Aujourd'hui, Zinder est la deuxième ville du pays en termes de nombre d'habitants et profite des retombées de l'installation de la société nationale de raffinage du pétrole et de l'université depuis 2008, favorisant ainsi l'implantation d'autres services et commerces. Cette ville reste néanmoins marquée par des difficultés économiques mais aussi des conflits politiques qui ne sont pas indépendants de son histoire complexe et des positionnements identitaires rivaux entre le Birni et le Zango.

Il ne s'agit pas de retracer simplement les phases de la trajectoire urbaine de Zinder mais, à partir de la relecture des récits d'explorateurs européens du XIX^e siècle et surtout d'enquêtes sur la mémoire orale, d'envisager le développement urbain de Zinder à partir du point de vue des nomades, alors que la plupart des études l'ont très largement ignoré en donnant à voir une représentation partielle et biaisée à partir du point de vue sédentaire « officiel » (colonial puis postcolonial et lié au sultanat du Birni face au Zango). Le premier objectif est de remettre en cause le lieu commun selon lequel le monde nomade et le monde urbain seraient historiquement et anthropologiquement incompatibles et conflictuels. Nous montrerons ainsi que, loin d'être étranger aux nomades touaregs, le fait urbain est essentiel dans la reproduction même des conditions d'existence du nomadisme. En mettant en avant la conception et les pratiques nomades de la ville, nous montrerons surtout (et c'est ce qui a été largement ignoré) qu'à travers les échanges caravaniers, les Touaregs ont participé au développement urbain au Sahara et au Sahel comme le montre l'exemple de Zinder. A partir de ce point de vue nomade sur la ville, nous pouvons éclairer d'un jour nouveau les dynamiques et les pouvoirs urbains passés et actuels.

Mots-clés : nomadisme, urbanisation, échange caravanier, Zinder, Niger.

Mobilité maraîchère et dynamique de la ville d'Agadez, Niger : le cas de l'oignon.

Alkassoum Dit Kasso*

*géographe, Doctorant, Université Abdou Moumouni, Niamey (Niger)

La région d'Agadez est la partie la plus aride du Niger. L'agriculture, activité qui occupe la majorité des populations nigériennes, n'est possible dans cette zone que le long des oueds caractérisés par des écoulements épisodiques. Elle est irriguée et s'oriente de plus en plus vers l'horticulture dont l'oignon est la spéculation la plus prometteuse. La production régionale destinée à la commercialisation est acheminée vers la commune urbaine d'Agadez où elle est vendue dans des comptoirs. Les travaux, à toutes les échelles de la filière oignon, sont exécutés par des migrants saisonniers. Ainsi, divers flux se superposent dans l'espace régional et induisent conjointement la rentabilité des cultures et la dynamique de la ville. Cette communication montre que le développement de la culture d'oignon est dû à diverses formes de mobilité, et influe sur les mutations qui affectent la commune urbaine d'Agadez. Elle postule que les mobilités géographiques font fructifier la production d'oignon dans l'Aïr, qui à son tour propulse le développement de la ville d'Agadez.

La méthodologie repose sur la détermination des acteurs et facteurs de la mobilité, ses incidences sur la production d'oignon et les répercussions sur la ville d'Agadez. Les données empiriques sont collectées en combinant l'approche qualitative et quantitative. Les enquêtes de terrains sont renforcées par la recherche documentaire et la cartographie.

Les résultats montrent que la migration et la permanence des camions et autres moyens de transport sur les tronçons contribuent à l'essor de la filière oignon. Les principales répercussions sur la ville d'Agadez sont la croissance démographique, l'étalement urbain, l'intensification et la diversification de la mobilité, bref, tous les phénomènes qui caractérisent la dynamique urbaine.

Mots-clés : Agadez, mobilité, oignon, dynamique urbaine, Niger.

Sarh, essor et déclin d'un centre urbain au Tchad méridional de 1900 à nos jours.

Ronan Mugelé*, Goltob Ngaressesem Mbaye

*géographe, docteur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris (France)

La ville de Sarh, naguère Fort-Archambault, est située à la périphérie méridionale du bassin du lac Tchad, sur la rive gauche du Chari. Elle constitue de longue date l'un des principaux centres urbains au Tchad, malgré l'histoire mouvementée de son développement, qui est aussi celle de l'histoire politique du Tchad au XX^e siècle.

Fondée en 1889, Fort-Archambault joue un rôle stratégique durant la conquête militaire française puis dans la mise en valeur coloniale. Les projets de désenclavement imaginés dans les années 1930 en faveur de la « voie fédérale » ou « transéquatoriale » confortent ensuite sa centralité et valorisent sa fonction d'interface entre les territoires du Tchad et de l'Oubangui-Chari auxquels elle sera successivement rattachée. L'industrialisation de la ville se développe dans les années 1950 et 1960, tandis que dans la décennie suivante le président Tombalbaye veut en faire, outre son fief politique, la capitale économique du Tchad. Depuis, la ville subit une lente marginalisation politique et économique, si bien qu'elle apparaît aujourd'hui quelque peu déclassée par rapport aux pôles urbains d'importance comparable, comme Moundou et Abéché.

Alors qu'émerge le paradigme des « villes en déclin » et de la « désurbanisation » dans les pays du Nord, cette communication analyse à travers l'exemple de Sarh l'essor puis le déclin progressif d'une ville moyenne au cœur de l'Afrique centrale. Elle s'appuie sur une recherche de terrain de 10 jours menée en mai 2019 ainsi que sur diverses sources bibliographiques pour proposer un regard géographique sur la trajectoire historique de la ville de Sarh de 1900 à nos jours, en combinant échelle locale (la commune, le quartier, le bâtiment) et échelle régionale (l'évolution de la place du Moyen Chari dans l'organisation du territoire national).

Le premier temps examine le rôle de la ville en tant que centre de commandement (militaire, politique) et de production (cotonculture, diversification économique) dans la première moitié du XX^e siècle dans un contexte où l'imposition du nouvel ordre colonial va de pair avec la promotion d'un nouveau modèle d'urbanisme (la « *ville coloniale* »). Une deuxième séquence montre comment entre 1960 et 1975, le pouvoir du nouvel Etat tchadien indépendant prolonge la vision héritée d'une ville stratégique au développement jugé prioritaire, comme l'attestent les nombreux projets d'industrialisation et/ou d'infrastructures mis en œuvre pour désenclaver et magnifier celle qui est alors la « *ville du prince* ». Un troisième regard est enfin porté sur la ville contemporaine pour mettre en exergue les ressorts de la crise actuelle qui frappe la « *ville assoupie* », qui paraît écartée des circuits de l'exploitation pétrolière (localisée au sud-ouest du Tchad et tournée vers le Cameroun) et, surtout, qui pâtit de la crise centrafricaine et les fermetures récurrentes de la frontière qu'elle provoque.

Mots-clés : Fort-Archambault, Sarh, Moyen Chari, planification urbaine, déclin urbain, Tchad.

Éleveurs en ville : les changements sociaux à l'œuvre dans les sociétés pastorales du Sahel tchadien. Le cas du quartier Arabe Ouled Rachid de Toukra (N'Djamena).

Charline Rangé*, Djimet Séli

*agronome-géographe, GRET, Paris (France)

Dans les discours médiatiques et institutionnels à propos des sociétés pastorales de la région du lac Tchad, une relation causale est désormais souvent faite entre dégradation supposée des ressources accélérée par le changement climatique, désœuvrement des jeunes, violences et migrations internationales. Ces discours stigmatisants fondés sur une vision statique des systèmes pastoraux empêchent de saisir les transformations des formes d'insertion des jeunes dans un contexte de changements structurels rapides, et les changements dans les sociétés pastorales dont témoignent ces transformations. Nous proposons ici de prendre le lien à la ville comme porte d'entrée privilégiée de ces changements. Comment se transforme aujourd'hui le lien aux villes dans les sociétés pastorales du Sahel tchadien ? Que nous disent ces transformations des changements sociaux dans ces sociétés, des changements dans les rapports entre générations, et des changements dans les formes d'appartenance et du rapport à l'État ?

Notre communication se basera sur un cas d'étude, celui du quartier de Toukra, situé à la périphérie de N'Djamena, où des éleveurs Arabes Ouled Rachid ont fixé une partie de leurs familles depuis une dizaine d'années à l'emplacement d'un ancien campement de saison sèche, tout en maintenant la mobilité du troupeau sur les mêmes parcours, entre Mao et Bongor. Structurés autour de schémas de parenté et de récits de vie, les entretiens réalisés dans ce quartier nous renseignent sur la façon dont se structurent les parcours, sur la manière dont les perceptions et les aspirations des jeunes et de leurs parents changent au fil des parcours, des échecs et des réussites, à mesure que les opportunités s'ouvrent ou se referment, donnant à voir la part du contingent et du déterminé et ouvrant sur des temporalités multiples. Sur la base d'un ensemble d'entretiens réalisés avec des jeunes et leurs aînés à N'Djamena et dans sa périphérie ainsi que dans la ville secondaire de Dourbali, nous montrerons que ce cas d'étude éclaire une dynamique plus générale au Sahel tchadien. Nous montrerons que ce processus de fixation renvoie à des changements de natures et de temporalités multiples, qui sous-tendent une précarisation en grande partie foncière des économies pastorales. Nous donnerons à voir les changements importants opérés par les Ouled Rachid de Toukra au cours de ce processus, dans leurs activités, mais aussi dans leurs aspirations et dans leur rapport à la mobilité pastorale, à la scolarisation et aux institutions de l'État et de l'aide internationale. Ancrage urbain et mobilité pastorale se répondent dès lors que les situations sont pensées à l'échelle des familles et des communautés et non pas seulement à l'échelle des individus. Les jeunes urbains font le pont entre les campements et les villes ; ils cherchent à opérer un rapprochement avec les institutions de l'État et de l'aide internationale susceptible d'aider leurs familles et leur communauté à sécuriser leur accès au foncier pastoral et à publiciser leur marginalité.

Mots-clés : sociétés pastorales, villes-campagnes, rapports intergénérationnels, rapport à l'État, rapport à l'aide, Tchad.

Trajectoires de développement dans un contexte d'insécurité

Insécurité, incertitude existentielle et essor du mouvement associatif dans le Logone et Chari : regard sociologique sur les approches participatives de développement.

Manga Kalniga*

*sociologue, chercheur, Centre National d'Education - MINRESI, Maroua (Cameroun)

La région du lac Tchad est confrontée depuis plus d'une décennie à des dynamiques de changements qui entament le fonctionnement des structures sociales, des fonctions et des rôles sociaux. Les conditions de vie des populations locales se trouvent être en cause. Pour y répondre, les populations ont mis sur pied des organisations paysannes à côté des organisations officielles de développement. Dans cette optique, ces dernières appuient les premières dans le cadre des programmes de développement participatif. Cependant, dans son opérationnalisation, cette approche conduit à instrumentaliser les organisations paysannes qui restent limitées dans un carcan technique et techniciste. Pour en sortir, les organisations paysannes décident de donner une nouvelle orientation stratégique à l'approche participative en puisant dans leur éthos communautaire. D'où les rapports de force qui s'établissent entre les organisations paysannes, véhiculant le localisme et les organisations officielles de développement, véhiculant une approche techniciste et élitiste exclusive des logiques endogènes. Cette communication analyse les jeux de recompositions d'approche en œuvre dans les rapports de développement participatif entre les organisations paysannes et les organisations officielles de développement. L'intérêt d'une telle réflexion est de faire ressortir les mécanismes de reconfiguration et de déconstruction d'une approche participative exclusive des logiques endogènes dans le contexte actuel de crises cumulatives. Le modèle théorique à partir duquel ce texte a été élaboré est la théorie des arènes développée par Jean-Pierre Olivier de Sardan. Mettant en œuvre les acteurs, le développement participatif constitue une arène qui oppose les organisations paysannes aux logiques endogènes et les organisations officielles aux logiques instrumentales. Cette confrontation de logiques met également en œuvre des multi-rationalités des acteurs en jeu de telle manière que se développent des logiques intermédiaires de captation des rentes de développement participatif. Cela est l'œuvre des agents de développement, des membres des organisations paysannes, des responsables des organisations officielles de développement, etc. Ces derniers constituent par ailleurs l'échantillon qui a permis de mener des entretiens semi-directifs, de faire une collecte des données documentaires nécessaires à la production des faits sociaux pour cette communication. Ces données ont été traitées par le biais de l'analyse de contenu et de l'analyse documentaire.

Mots-clés : Insécurité, incertitude existentielle, approche participative, logiques endogènes, logiques instrumentales, multi-rationalité, Logone et Chari.

Perspectives sur le changement climatique et (in)sécurité dans la région du lac Tchad.

Gabrielle Daoust*

*écologie politique, post-doctorante, Université du Sussex, Brighton (Royaume-Uni)

Les menaces à la sécurité nationale et internationale liées au changement climatique sont l'objet d'une attention croissante dans les milieux politiques, médiatiques, et académiques depuis le milieu des années 2000, les discours sur la sécurité climatique étant institutionnalisés par des déclarations dans les milieux de sécurité nationale ainsi que dans les déclarations, débats, et réunions d'organisations internationales telles que les Nations Unies. Au cours des récentes années, le lac Tchad, et la région du lac Tchad, sont devenus une 'tête d'affiche' pour les discours sur la sécurité climatique, et ont joué un rôle important dans l'institutionnalisation plus large de ces discours. Le lac Tchad est devenu un point de référence spécifique et récurrent dans les débats du Conseil de Sécurité de l'ONU, réunions régionales et internationales de haut niveau, rapports de 'think tanks', et autres forums, et dans les déclarations des responsables politiques régionaux. Il est présenté comme un exemple clé du lien entre le changement climatique et l'insécurité, et le changement climatique a été identifié comme cause ou contributeur aux dynamiques du conflit dans la région. En mars 2017, la Résolution 2349 du Conseil de Sécurité de l'ONU a souligné la nécessité d'aborder les risques liés au climat dans le bassin du lac Tchad, la première référence de ce type dans une résolution du Conseil de Sécurité.

Les propos généraux concernant les changements climatiques et leurs effets sur le lac Tchad sont concentrés sur le rétrécissement ou 'disparition' du lac, et l'imprévisibilité et variabilité des précipitations. Ces changements liés au climat sont à leur tour décrits comme entraînant ou exacerbant les conflits violents, l'insécurité, et les crises humanitaires dans la région. Le rétrécissement du lac Tchad et la variabilité des précipitations ont été décrits comme aggravant l'insécurité des moyens de subsistance, les tensions vis-à-vis les ressources, et les conflits entre communautés. Des liens ont également été faits entre les changements liés au climat et la violence terroriste dans la région, notamment le recrutement dans les groupes d'opposition armés. Ces récits ont joué un rôle clé dans les efforts visant à institutionnaliser les discours sur la sécurité climatique, par exemple en incluant la sécurité climatique dans l'agenda du Conseil de Sécurité de l'ONU. L'image du rétrécissement du lac, en particulier, est frappante et fournit une illustration très visible des conséquences sécuritaires (supposées) du changement climatique. Les dimensions transnationales et transfrontalières de l'insécurité et des déplacements de population dans la région donnent l'image d'une menace en expansion géographique. Cependant, plusieurs de ces propos dominants sont marqués par un écart entre preuves scientifiques et récits politiques. Cela soulève des questions importantes sur l'origine de ces différents récits et les raisons pour lesquelles ils ont acquis une telle importance et sont devenus si efficacement institutionnalisés.

Sur la base d'une analyse des documents politiques et stratégiques des organismes régionaux et internationaux, des rapports sur les débats de l'ONU et d'autres réunions de haut niveau et une série d'entretiens avec environ 20 chercheurs et représentants d'organisations internationales et régionales et d'agences gouvernementales, cette présentation examinera de manière critique la manière dont la question du climat et de l'insécurité est discutée dans le contexte de la région du lac Tchad, se concentrant sur les

quatre pays riverains du lac : le Cameroun, le Niger, le Nigéria, et le Tchad. Plutôt que d'évaluer la véracité de ces propos, il s'agit de considérer la manière dont les récits dominants sur la sécurité climatique ont acquis une telle importance ainsi que leur évolution temporelle, comment et pourquoi ils persistent, et les ensembles d'intérêts et de projets internationaux, régionaux, et nationaux soutenus par ces récits, afin de mieux comprendre leur valeur politique et leurs implications.

Cette présentation se concentrera sur des moments ou événements clés qui ont rassemblé des acteurs internationaux et régionaux ciblant le changement climatique et les conflits dans la région du lac Tchad, en examinant comment ces récits sur la sécurité climatique sont apparus suite à des ensembles de 'coïncidences' – et de tensions – entre les agendas et intérêts internationaux et régionaux. Il s'agit notamment de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique (COP 21) de 2015 à Paris, avec une série d'événements consacrés à la région du lac Tchad, la visite dans la région par les membres du Conseil de Sécurité en mars 2017 et l'adoption par la suite de la Résolution 2349, et la Conférence Internationale pour 'Sauver le lac Tchad' en 2018 à Abuja, qui a présenté un ensemble de réponses potentielles aux changements liés au climat. Chacun de ces moments ou événements est significatif en tant que point d'intersection des agendas et intérêts des acteurs et institutions régionaux et internationaux, site de production des connaissances ou 'preuves' concernant le changement climatique et l'insécurité, et espace de contestation des agendas, intérêts, et connaissances et de négociation du pouvoir entre différents acteurs.

En analysant ces moments et événements, cette présentation vise à mieux comprendre la valeur politique et les implications des discours sur la sécurité climatique dans la région du lac Tchad, et à examiner des questions plus larges sur le caractère politique et contesté de ces discours et les relations complexes entre agendas politiques et connaissances scientifiques en matière de sécurité climatique. L'analyse des intersections et tensions entre les agendas et intérêts internationaux et régionaux met en évidence une dimension souvent absente des analyses des discours sur la sécurité climatique, qui tendent à être centrées sur les acteurs du 'Nord' avec moins d'attention accordée aux actions et intérêts des acteurs du 'Sud'. L'analyse des aspects politiques des discours sur la sécurité climatique peut permettre également de comprendre les intérêts politiques et territoriaux à l'égard de la région du lac Tchad, ainsi que les relations, interactions, alignements, et tensions entre les acteurs nationaux, régionaux, et externes (étatiques et non étatiques) – en ce qui concerne le changement climatique et la sécurité en particulier, ainsi que dans un contexte plus large. Compte tenu de l'importance actuelle des discussions et réponses au changement climatique et à l'insécurité dans la région du lac Tchad – et de l'institutionnalisation de ces discours à l'échelle internationale – ceci peut fournir un aperçu des interactions et changements politiques à une plus grande échelle.

Mots-clés : changement climatique, conflit, (in)sécurité, discours politiques, région du lac Tchad.

Conclusion du colloque Méga-Tchad – Les temps des changements. Ruptures et continuité dans le bassin du lac Tchad.

Christine Raimond

Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation, Monsieur l'Ambassadeur de France, Mmes et Mrs les invités, chers collègues,

Nous arrivons au terme de notre colloque Méga-Tchad. Ce fut un beau colloque, et ce sont les anciens du Méga-Tchad qui le disent. Un beau colloque parce que nous avons partagé des connaissances, partagé des questions et des inquiétudes, partagé aussi des nouvelles, des informations et des contacts. Nous avons aussi bien mangé, et tout le monde sait qu'en Afrique et ailleurs, c'est un critère d'excellence. Encore un grand merci à tous ceux qui ont œuvré à cette belle réussite collective. Je pense au comité d'organisation, et en particulier à Dangbet Zakinet sur qui a reposé en grande partie l'organisation matérielle du colloque, mais aussi à Robert Madjigoto sans qui nous n'aurions pas pu faire grand-chose. C'est une belle récompense, je crois, que l'un des temps forts du colloque ait été la discussion que sa communication a provoquée.

C'est un beau colloque aussi parce qu'il a gardé l'esprit de bienveillance et d'intérêt scientifique dans des domaines très variés, qui fait l'une des particularités du réseau, et qui s'est observé notamment dans le cadre des discussions riches et fournies dans toutes les sessions du colloque. Je regretterai pour ma part d'avoir été contrainte d'organiser des sessions parallèles, car j'aurais voulu pouvoir me dédoubler pour tout écouter. Les retours positifs des autres sessions rassurent toutefois sur le bienfondé du choix de retenir un grand nombre de communications. Un grand merci à tous les présidents de session qui se sont pliés à l'exercice de la modération de séances et au respect des temps de parole, au risque de couper les grands professeurs bavards et bavardes.

Il n'est évidemment pas facile de faire une synthèse des débats, nous pouvons toutefois essayer de dégager quelques idées fortes qui ressortent du colloque. J'en évoquerai deux.

La continuité malgré les crises (particulièrement au Tchad qui a une histoire hachée).

Oui, comme l'indique notre titre, nous vivons un temps particulièrement riche en « changements », mais nous avons pu prendre le temps d'envisager à quel point ces changements sont multiples, complexes.

Nous avons pu envisager une fois de plus qu'il est bien imprudent d'émettre des propositions théoriques générales et des relations causales simples, par exemple sur les relations entre les transformations de l'environnement et la situation sécuritaire. Ce que nous avons pu envisager, c'est à quel point les populations rurales (nous avons peu parlé des situations urbaines) ont été capables, dans des conditions parfois terribles, de réorganiser les systèmes de production et d'échanges pour subsister malgré tout. Ce sont des régions entières qui sont ainsi reconfigurées, sous l'effet de politiques publiques, un peu, mais surtout sous celui du dynamisme des femmes et des hommes, de leur désir de vivre et de leur inventivité.

Mais tous ces changements constituent-ils des « ruptures » ? On en observe, ainsi des communautés de pasteurs mobiles qui changent complètement de mode de vie en RCA par exemple. Mais dans beaucoup de cas aussi, les évolutions de ces dernières années sont conformes à des spécialisations anciennes. Des pêcheurs transforment leurs manières de faire, leurs outils, les modes de commercialisation, mais pas l'importance de leur activité dans leur stratégie économique et dans la construction de leur identité sociale.

La tentation est parfois grande de chercher dans la permanence des spécificités culturelles des groupes une source d'explication des phénomènes contemporains. A la recherche des permanences, on cède parfois encore, y compris dans des travaux d'experts, à une lecture stupidement « ethnique » de la complexité des situations actuelles. Les récits Kanuri du Nord Cameroun d'aujourd'hui nous rappelle que les stéréotypes ethniques ne suffisent pas à comprendre les dynamiques actuelles.

Cette proposition n'est pas nouvelle, mais en temps de crise, sans doute faut-il renouveler les conseils de prudence dans la manipulation d'une anthropologie toute faite. A moins de vouloir souffler sur les braises du feu que l'on prétend éteindre et s'interdire finalement d'analyser avec rigueur la diversité des situations locales.

La vitesse et la jeunesse, deux thématiques qui sont apparues, on aurait pu s'en douter, mais qui n'ont pas fait l'objet de sessions spécifiques.

Pourtant, il est difficile de ne pas voir les effets du dynamisme des jeunes, dans les inventions techniques et économiques que l'on observe, mais aussi de leur désespoir dans les contractions politiques et la situation de violence dont on sait l'ampleur et l'influence dans la région.

Il y a tant de choses qui changent, et souvent à toute vitesse. Sans doute la vitesse est-elle associée de manière romantique à la modernité, et il ne fait aucun doute que les personnes, les biens, les idées circulent aujourd'hui avec une rapidité inédite dans tout le bassin du lac Tchad. On nous a montré à quel point est grande la réactivité des communautés pour s'adapter, mais tous les changements et toutes les adaptations n'ont pas le même rythme.

La vitesse oblige aussi les chercheurs que nous sommes à une attention continue et à un renouvellement rapide lui aussi des observations de première main. Nous avons pu les partager pendant ces trois jours. Mais la permanence, et peut être la lenteur, ont aussi leurs vertus. Et nous les avons célébrés aussi. Le temps nécessaire à l'analyse est une condition nécessaire à la réflexion scientifique et à la transmission scientifique. Notre présence à N'Djamena, lent retour aux sources (40 ans !) en est un signe rassurant. Il est vrai que les priorités de nos gouvernements, au Nord comme au Sud, ne sont guère favorables à l'épanouissement d'une recherche scientifique de qualité et à une coopération académique constructive telle que nous la voulons dans le cadre du réseau Méga-Tchad.

Tous ici plaidons pour une meilleure intégration régionale et nous en avons une énième démonstration : passer par Istamboul pour joindre Niamey à N'Djamena est une aberration. Mais le détour en valait la peine : les collaborations vont se consolider et des habitudes vont se prendre. Il faut que nous parvenions à faire de même avec les collègues universitaires nigériens. Espérons que cette étape sera franchie dans les années à venir. Plusieurs personnes se sont étonnées auprès de moi au sujet de la vitalité d'un réseau aussi ancien et porté par aucune institution. C'est justement que c'est parce que c'est un vrai réseau non

hiérarchique, sans compétition, fait de nombreux chercheurs qui ont de nombreuses relations, et qui s'estiment mutuellement, que ça fonctionne.

La lenteur, il nous faut d'autant plus l'assumer que les moyens sont rares, mais, lentement peut-être, nous allons pouvoir nous mettre à la préparation de nos prochaines retrouvailles. Car le prochain colloque, grâce à vous tous, est déjà en gestation.

Merci à vous tous qui avez fait la réussite de ce colloque, et rendez-vous dans trois ans pour le XIXe colloque Méga-Tchad.